

**SUR UNE CARICATURE  
DU MARXISME ET À  
PROPOS DE  
L' « ÉCONOMISME  
IMPÉRIALISTE »**

**LÉNINE**

Août – Octobre 1916

**Tome 23**

# **Table des matières**

## **Table des matières**

1. L'attitude marxiste au sujet des guerres et de la « défense de la patrie ».....	4
2. « Notre conception de la nouvelle époque ».....	9
3. Qu'est-ce que l'analyse économique ?.....	12
4. L'exemple de la Norvège.....	18
5. Du « monisme et du dualisme ».....	23
6. Les autres questions politiques abordées et dénaturées par P. Kievski.....	31
7. Conclusion. Les procédés d'Alexinski.....	40

**« Personne ne compromettra la social-démocratie révolutionnaire, à moins qu'elle ne se compromette elle-même. »**

Il faut toujours se souvenir de cette maxime et l'avoir présente à l'esprit lorsque telle ou telle importante thèse théorique ou tactique du marxisme triomphe ou tout au moins s'inscrit à l'ordre du jour et qu'elle subit « l'assaut » non seulement des ennemis déclarés et résolus du marxisme, mais aussi d'amis qui la compromettent irrémédiablement, la dénigrent et en font une caricature.

Il en a été maintes fois ainsi dans l'histoire de la social-démocratie russe.

La victoire du marxisme dans le mouvement révolutionnaire, au début des années 1890, s'est accompagné de l'apparition d'une caricature du marxisme sous forme de « l'économisme » ou du « grévisme » de l'époque, que les « iskristes »<sup>1</sup> ont dû combattre pendant de longues années afin de pouvoir préserver les fondements de la théorie et de la politique prolétarienne contre le populisme petit-bourgeois et contre le libéralisme bourgeois. Il en a été de même pour le bolchevisme, qui triompha dans le mouvement ouvrier de masse de 1905 grâce, entre autres raisons, à l'application juste du mot d'ordre de « boycottage de la Douma tsariste » lors des combats les plus importants de la révolution russe, en automne 1905, et qui a connu une période - dont il est sorti par la lutte - de caricature du bolchevisme en 1908-1910, lorsque Alexinski et d'autres menèrent grand tapage contre la participation à la III<sup>e</sup> Douma<sup>2</sup>

Il en est de même à présent. En affirmant le caractère impérialiste de la guerre actuelle, en soulignant la liaison profonde qui la rattache à l'époque impérialiste du

---

<sup>1</sup> Partisans de l'**Iskra** [l'Étincelle], premier journal marxiste illégal pour toute la Russie. Fondé par Lénine en décembre 1900, à l'étranger, d'où il était expédié clandestinement en Russie. L'Iskra contribua grandement à rassembler les social-démocrates russes et les organisations locales dispersées au sein d'un parti marxiste révolutionnaire. Après la scission du parti - au lie Congrès du P.O.S.D.R. en 1903, - en bolcheviks et en mencheviks, l'Iskra passa aux mencheviks (à partir du n° 52) et prit le nom de nouvelle Iskra à la différence de l'ancienne Iskra, celle de Lénine. - P. 27.

<sup>2</sup> La Douma ou Douma d'État, institution représentative en Russie tsariste, issue de la révolution de 1905-1907. Au mois d'août 1905 le tsar annonça la convocation d'une Assemblée consultative (n'ayant pas le droit de légiférer), une Douma d'État, en accord avec le projet établi par une commission sous la présidence de Boulyguine, ministre de l'Intérieur. Les bolcheviks réagirent contre le projet de la Douma de Boulyguine par un actif boycottage : ils appelèrent les ouvriers à ne pas prendre part aux élections, à engager la lutte pour le renversement de l'autocratie. La Douma de Boulyguine, avant même de se réunir, fut balayée par le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans (voir le présent tome, p. 270). Le I<sup>er</sup> (avril-juillet 1906), la II<sup>e</sup> (février-juillet 1907), la III<sup>e</sup> (1907-1912) et la IV<sup>e</sup> (1912-1917) Doumas d'État furent officiellement des organismes législatifs, mais elles n'eurent pratiquement aucun pouvoir réel. Les élections à la Douma n'étaient pas directes, ni égales, ni générales. Les droits électoraux des classes laborieuses, ainsi que des nationalités non russes qui peuplaient la Russie, étaient fortement amputés. Une partie considérable des ouvriers et des paysans ne bénéficiaient d'aucun droit électoral. Les social-démocraties bolcheviks utilisèrent la tribune de la Douma pour dénoncer aux masses populaires la politique du tsarisme, et aussi l'hypocrisie des partis de la bourgeoisie libérale qui se disait « l'opposition », mais qui en fait soutenait le tsarisme. Lorsqu'en 1914 éclata la guerre impérialiste mondiale, les députés bolcheviks prirent position contre la guerre. En 1915, la fraction bolchevique, composée de 5 membres, fut condamnée aux travaux forcés. - P. 27.

capitalisme, nous nous heurtons simultanément à de sérieux adversaires et à des amis peu sérieux pour qui le vocable d'impérialisme est devenu une « mode », et qui, ayant appris ce vocable par cœur, prêchent aux ouvriers la plus incroyable confusion théorique, en ressuscitant toute une série d'anciennes erreurs de « l'économisme » d'autrefois. Le capitalisme a triomphé - donc il ne faut pas réfléchir aux questions politiques, raisonnaient les vieux « économistes » en 1894-1901, allant jusqu'à nier la lutte politique en Russie. L'impérialisme a triomphé,- donc il ne faut pas penser aux questions de la démocratie politique, raisonnent les « économistes impérialistes » actuels. À titre d'échantillon de ces tendances, de cette caricature du marxisme, il faut relever l'article publié ci-dessus de P. Kievsky, <sup>3</sup> qui représente la première tentative d'offrir un exposé littéraire quelque peu cohérent des flottements de la pensée, constatés dans certains cercles à l'étranger de notre Parti depuis le début de 1915.

Commençons par le point le plus « central » des raisonnements de P. Kievsky, afin d'amener d'emblée le lecteur au « cœur », de la nouvelle tendance de « *l'économisme impérialiste* ».

## **1. L'attitude marxiste au sujet des guerres et de la « défense de la patrie »**

P. Kievsky est persuadé lui-même et veut persuader les lecteurs qu'il «est en désaccord » uniquement avec le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, avec le paragraphe 9 du programme de notre Parti. Il essaie avec beaucoup d'âpreté de rejeter l'accusation de s'écarter foncièrement du marxisme en général dans la question de la démocratie, d'être un « traître » (guillemets venimeux de P. Kievski) au marxisme en quelque point essentiel. Or, et c'est là le fond du problème, dès que notre auteur s'est mis à disserter sur son désaccord prétendument partiel et particulier, dès qu'il s'est mis à avancer des arguments, des considérations, etc., il est apparu d'emblée que c'était précisément sur toute la ligne qu'il s'écartait du marxisme.

Prenez le paragraphe b (section 2) de l'article de P. Kievsky. « Cette revendication » (c'est-à-dire le droit des nations à disposer d'elles-mêmes) « mène directement (!) Au social-patriotisme », proclame notre auteur, qui explique que le mot d'ordre de défense de la patrie, ce mot d'ordre « de trahison », est une conclusion « qui découle tout à fait (!) Logiquement (!) du droit des nations à disposer d'elles-mêmes»... Selon lui, la libre disposition « sanctionne la trahison des social patriotes français et belges qui défendent cette indépendance » (l'indépendance en tant qu'États nationaux de la France et de la Belgique) « les armes à la main :

Ils font ce dont les partisans de la « libre disposition » se contentent de parler » – « La défense de la patrie appartient à l'arsenal de nos pires « ennemis » – Nous nous refusons catégoriquement à comprendre comment on peut être tout à la fois

---

<sup>3</sup> Il s'agit de l'article de P. Kievsky (I. Piatakov) sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que Lénine avait l'intention de publier dans le n° 3 du Recueil du Social-démocrate. Ce même numéro devait contenir l'article de Lénine « Une caricature du marxisme et à propos de l'économisme impérialiste », qui dénonçait la position opportuniste de Piatakov. Le n° 3 du Recueil du Social-démocrate ne put être édité.- P. 28.

contre la défense de la patrie et pour la libre disposition, contre la patrie et pour elle. »

Voilà ce qu'écrit P. Kievsky. Il n'a décidément pas compris nos résolutions contre le mot d'ordre de défense de la patrie dans la guerre actuelle. Force nous est de reprendre ce qui est écrit noir sur blanc dans ces résolutions et d'expliquer une fois de plus le sens d'une langue on ne peut plus claire.

La résolution adoptée par notre Parti à la conférence de Berne en mars 1915 et intitulée : « A propos du mot d'ordre de défense de la patrie<sup>4</sup> commence par les mots « *L'essence réelle de la guerre actuelle consiste* » en ceci et cela.

Il s'agit de la guerre actuelle. On ne saurait le dire plus clairement. Les mots « *essence réelle* » montrent qu'il faut distinguer entre l'apparent et le réel, entre l'extérieur et l'essence, entre les phrases et les faits. Les phrases sur la défense de la patrie dans la guerre considérée présentent faussement la guerre impérialiste de 1914 -1916, menée pour le partage des colonies, pour le pillage de terres étrangères, etc., comme une guerre nationale. Afin de ne pas laisser subsister la moindre possibilité de déformer nos conceptions, la résolution ajoute un paragraphe spécial sur les « guerres véritablement nationales », qui « eurent lieu en particulier (notez bien ceci en particulier ne signifie pas exclusivement !) À l'époque de 1789 -1871 ».

La résolution explique qu'« à la base » de ces guerres « véritablement » nationales « se trouvait un long processus de mouvements nationaux de masse, de lutte contre l'absolutisme et le féodalisme, de renversement de l'oppression nationale »

Cela paraît clair ? Dans la guerre impérialiste actuelle, qui est engendrée par l'ensemble des conditions de l'époque impérialiste, c'est-à-dire qui n'a pas constitué un accident, une exception, une dérogation par rapport au général et au typique, les phrases sur la défense de la patrie induisent le peuple en erreur, car cette guerre n'est pas nationale. Dans une guerre véritablement nationale, les mots « *défense de la patrie* » ne sont nullement une tromperie et nous ne sommes nullement contre cette guerre.

De telles guerres (véritablement nationales) ont eu lieu « en particulier » en 1789-1871, et la résolution, qui ne nie aucunement leur possibilité à l'heure actuelle, explique comment il faut distinguer une guerre véritablement nationale d'une guerre impérialiste, camouflée sous des mots d'ordre faussement nationaux. À savoir : pour faire la distinction il faut voir si, « à la base », se trouve un « long processus de mouvements nationaux de masse », « de renversement de l'oppression nationale ».

Dans la résolution sur le « pacifisme », il est dit ouvertement « les social-démocrates ne peuvent nier la signification positive des guerres révolutionnaires, c'est-à-dire de guerres non pas impérialistes, mais du genre de celles qui ont été menées par exemple » (notez cela : « par exemple ») « de 1789 à 1871 pour renverser l'oppression nationale » La résolution de notre Parti aurait-elle pu parler en 1915 des guerres nationales, dont il y a eu des exemples entre 1789 et 1871, et indiquer que

---

<sup>4</sup> Voir V. Lénine, Œuvres, t. 21. (N.R.)

nous ne nions pas leur signification positive, si de telles guerres n'étaient pas considérées comme possibles également à l'heure actuelle ? Il est évident que non.

La brochure de Lénine et de Zinoviev : Le socialisme et la guerre constitue un commentaire aux résolutions de notre Parti, c'est-à-dire leur explication à l'usage du grand public. Il y est écrit noir sur blanc, à la page 5, que « *les socialistes ont reconnu et reconnaissent actuellement comme légitime, progressive et juste la défense de la patrie ou la guerre défensive* » uniquement quand il s'agit de « *mettre fin à l'asservissement par une nation étrangère* ». Un exemple est cité : la Perse contre la Russie, « etc. », et il est dit : « *ce seraient des guerres justes, défensives, quel qu'en soit l'initiateur, et tout socialiste appellerait de ses vœux la victoire des États opprimés, dépendants, lésés dans leurs droits, sur les « grandes » puissances oppressives, esclavagistes et spoliatrices*<sup>5</sup> ».

La brochure a paru en août 1915, en allemand et en français. P. Kievski la connaît parfaitement.

Ni lui, ni qui que ce soit en général, ne s'est jamais élevé ni contre la résolution sur le mot d'ordre de défense de la patrie, ni contre la résolution sur le pacifisme, ni contre le commentaire de ces résolutions dans la brochure, jamais ! Est-ce que vraiment nous calomnions P. Kievski en disant qu'il n'a absolument pas compris le marxisme, si cet auteur, qui n'a élevé aucune objection depuis mars 1915 contre les conceptions de notre Parti sur la guerre, manifeste à présent, en août 1916, dans un article sur la libre disposition, c'est-à-dire dans un article portant prétendument sur une question de détail, une incompréhension stupéfiante de la question générale ?

P. Kievski qualifie de « trahison » le mot d'ordre de défense de la patrie. Nous pouvons tranquillement l'assurer que tout mot d'ordre est et sera toujours un mot d'ordre de trahison » pour ceux qui le répéteront mécaniquement, sans comprendre sa signification, sans réfléchir quant au fond, en se contentant d'enregistrer les mots sans en analyser le sens.

Qu'est-ce donc, généralement parlant, que la « défense de la patrie » ? Est-ce une notion scientifique relevant du domaine de l'économie ou de la politique, etc. ? Non. C'est tout bonnement l'expression la plus courante, la plus usitée, parfois même tout simplement une expression terre à terre, qui signifie la justification de la guerre. Rien de plus, mais rien de rien ! Le seul élément de « trahison » qu'il puisse y avoir là, c'est que les gens d'esprit étroit sont capables de justifier n'importe quelle guerre en disant : « Nous défendons la patrie », alors que le marxisme, qui ne s'abaisse pas à ce niveau, exige que chaque guerre fasse l'objet d'une analyse historique, tendant à déterminer si l'on peut considérer cette guerre comme progressive, comme servant les intérêts de la démocratie ou du prolétariat, et, dans ce sens, comme légitime, juste, etc.

Le mot d'ordre de défense de la patrie est le plus souvent une justification inconsciente de la guerre par le petit bourgeois incapable d'analyser historiquement la portée et le sens de chaque guerre prise en particulier.

Le marxisme procède à cette analyse et dit : si « l'essence réelle » de la guerre consiste, par exemple, à mettre fin à l'asservissement par une nation étrangère (ce qui est particulièrement typique pour l'Europe de la période 1789 -1871), la guerre est progressive de la part de l'État ou de la nation opprimée. Si « *l'essence réelle* » de

<sup>5</sup> Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, Le socialisme et la guerre. (N.R.)

*la guerre est la redistribution des colonies, le partage du butin, le pillage de terres étrangères (telle est la guerre de 1914 --1916), alors la phrase sur la défense de la patrie « ne tend qu'à mystifier le peuple ».*

Comment donc découvrir l'« essence réelle » de la guerre, comment la définir ? La guerre est la continuation de la politique. Il faut étudier la politique avant la guerre, la politique qui mène et a amené à la guerre. Si la politique était impérialiste, c'est-à-dire que si elle défendait les intérêts du capital financier, pillait et opprimait les colonies et les pays étrangers, la guerre qui en découle est une guerre impérialiste. Si c'était une politique de libération nationale, c'est-à-dire exprimant un mouvement de masse contre l'oppression nationale, la guerre qui en découle est une guerre de libération nationale.

**L'homme du commun** ne comprend pas que « la guerre est la continuation de la politique », aussi se contente-t-il de dire que « l'ennemi attaque », que « l'ennemi a envahi mon pays », sans se demander dans quel but on fait la guerre, par quelles classes elle est faite, en vue de quel objectif politique.

P. Kievski descend tout à fait au niveau de cet homme du commun quand il dit que les Allemands, voyez-vous, ont occupé la Belgique et que, par suite, du point de vue de la libre disposition, « les social-patriotes belges ont raison », ou encore : les Allemands ont occupé une partie de la France, par suite, « Guesde peut être content », car « il est question d'un territoire peuplé par la nation intéressée » (et non par une nation étrangère).

Pour l'homme du commun, l'important est de savoir où sont les troupes, qui a actuellement le dessus. Pour le **marxiste**, l'important est de savoir dans quel but est menée la guerre actuelle, au cours de laquelle tantôt l'une tantôt l'autre armée peut être victorieuse.

Dans quel but la guerre actuelle est-elle menée ? Notre résolution l'indique (qui se fonde sur la politique pratiquée par les puissances, belligérantes pendant des dizaines d'années avant la guerre).

L'Angleterre, la France et la Russie font la guerre pour conserver les colonies acquises par le pillage et pour piller la Turquie, etc. L'Allemagne veut conquérir des colonies et piller elle-même la Turquie, etc. Admettons que les Allemands parviennent à prendre jusqu'à Paris et Pétersbourg. Le caractère de la guerre actuelle sera-t-il modifié pour autant ? Pas le moins du monde. Le but des Allemands - et, ce qui est encore plus important, la politique réalisable en cas de victoire des Allemands - ce sera alors la mainmise sur les colonies, la domination en Turquie, l'annexion de régions peuplées de nations étrangères, la Pologne, par exemple, etc. mais nullement l'instauration d'un joug national étranger sur les Français ou sur les Russes. L'essence réelle de cette guerre n'est pas nationale, mais impérialiste. Autrement dit : la guerre n'est pas due au fait qu'une des parties met fin à l'oppression nationale et que l'autre la défend.

La guerre oppose deux groupes d'opresseurs, deux brigands qui se disputent sur la façon de partager le butin, pour savoir qui pillera la Turquie et les colonies.

En bref : la guerre entre les grandes puissances impérialistes (c'est-à-dire qui oppriment toute une série de peuples étrangers, qui les tiennent ligotés par les

entraves de la dépendance à l'égard du capital financier, etc.) ou en alliance avec elle, est une guerre impérialiste. Telle est la guerre de 1914 -1916. Dans cette guerre, la « défense de la patrie » est une tromperie qui sert à la justifier.

La guerre menée contre les puissances impérialistes, c'est-à-dire oppressives, par les opprimés (par exemple, les peuples coloniaux) est une guerre véritablement nationale. Elle est possible également à présent. La « défense de la patrie » par un pays nationalement opprimé contre celui qui l'opprime n'est pas une tromperie, et les socialistes ne sont nullement contre la « défense de la patrie » dans une telle guerre.

La libre disposition des nations est la même chose que la lutte pour la libération totale de la nation, pour l'indépendance totale, contre les annexions, et les socialistes ne peuvent refuser de livrer une telle lutte sous toutes ses formes, jusques et y compris l'insurrection ou la guerre - sans cesser d'être des socialistes.

P. Kievski pense qu'il lutte contre Plékhanov : Plékhanov, dit-il, a indiqué qu'il existe une liaison entre la libre disposition des nations et la défense de la patrie ! P. Kievski a cru Plékhanov, il a cru que cette liaison était effectivement telle que la présente Plékhanov. Ayant cru Plékhanov, P. Kievski a pris peur et a décidé qu'il fallait rejeter la libre disposition pour échapper aux conclusions de Plékhanov - Sa confiance en Plékhanov est grande, sa frayeur de même, mais on ne trouve pas chez lui la moindre trace de réflexion quant à la nature de l'erreur commise par Plékhanov ! Voulant faire passer cette guerre pour une guerre nationale, les social- chauvins invoquent la libre disposition des nations. La seule façon juste de les combattre est de montrer qu'il s'agit là d'une lutte, non pas pour libérer des nations, mais pour déterminer lequel des grands rapaces opprimer le plus de nations. Alors qu'en venir à rejeter les guerres réellement menées pour la libération des nations, c'est caricaturer le marxisme de la pire façon qui soit. Plékhanov et les social-chauvins français invoquent la république qui existe en France pour justifier sa « défense » contre la monarchie allemande. Pour raisonner comme P. Kievski, nous devons être contre la république ou contre une guerre réellement menée pour la défense de la république ! Les social-chauvins allemands invoquent le suffrage universel et l'instruction générale obligatoire institués en Allemagne, pour justifier la « défense » de l'Allemagne contre le tsarisme. Pour raisonner comme Kievski, nous devons être soit contre le suffrage universel et l'instruction pour tous, soit contre une guerre ayant réellement pour but de préserver la liberté politique des tentatives visant à l'abolir ! Avant la guerre de 1914-1916, K. Kautsky était marxiste, et on lui doit toute une série d'œuvres et de déclarations de la plus haute importance qui demeureront à jamais des modèles de marxisme.

Le 26 août 1910, Kautsky écrivait dans la *Neue Zeit*<sup>6</sup> à propos de la guerre imminente « *Dans une guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre ce n'est pas la démocratie qui serait en cause, mais l'hégémonie mondiale, c'est-à-dire l'exploitation du monde.*

---

<sup>6</sup> « **Die Neue Zeit** » [Temps Nouveaux], revue de la social-démocratie allemande, parut à Stuttgart de 1883 à 1923. Entre 1885 et 1895, la *Neue Zeit* publia quelques articles de F. Engels. Celui-ci donnait fréquemment des indications à la rédaction de la revue et la critiquait vivement lorsqu'elle s'écartait du marxisme. À partir de 1895, après la mort de F. Engels, la revue se mit à publier systématiquement des articles de révisionnistes. Au cours de la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, elle adopta une position centriste, kautskiste, et prêta appui aux social chauvins.- P. 35.

*Ce n'est pas une question où les social-démocrates devraient être du côté des exploités de leur nation » (Neue Zeit, 28. Jahrg., Bd. 2, S. 776<sup>7</sup>).*

Voilà une excellente formulation marxiste, qui concorde entièrement avec les nôtres, qui démasque entièrement l'actuel Kautsky passé du marxisme à la défense du social-chauvinisme, qui met très nettement en lumière les principes de l'attitude marxiste envers les guerres (nous reviendrons encore, dans la presse, sur cette formulation). Les guerres sont la continuation de la politique ; par conséquent, puisqu'il y a lutte pour la démocratie, il peut aussi y avoir une guerre ayant pour enjeu la démocratie ; la libre disposition des nations n'est qu'une des revendications démocratiques et rien, en principe, ne la distingue des autres. Pour nous résumer,

*« L'hégémonie mondiale » est le contenu de la politique impérialiste, dont le prolongement est la guerre impérialiste. Rejeter la « défense de la patrie », c'est-à-dire la participation à une guerre démocratique, est une absurdité qui n'a rien à voir avec le marxisme. Présenter sous un jour favorable la guerre impérialiste en lui appliquant la notion de « défense de la patrie », c'est-à-dire en la faisant passer pour une guerre démocratique, c'est tromper les ouvriers et passer dans le camp de la bourgeoisie réactionnaire. »*

## **2. « Notre conception de la nouvelle époque »**

P. Kievski, à qui appartient l'expression mise entre guillemets, parle constamment d'une « nouvelle époque ». Là encore, malheureusement, ses raisonnements sont erronés.

Les résolutions de notre Parti parlent de la guerre actuelle, engendrée par les conditions générales de l'époque impérialiste. Les rapports entre « l'époque » et la « guerre actuelle » sont posés par nous correctement au point de vue marxiste : pour être marxiste, il faut porter un jugement concret sur chaque guerre prise en particulier. Afin de comprendre pour quelles raisons, parmi les grandes puissances dont beaucoup furent entre 1789 et 1871 à la tête de la lutte pour la démocratie, pouvait et devait surgir une guerre impérialiste, c'est-à-dire la guerre la plus réactionnaire et la plus antidémocratique qui soit de par son contenu politique, il faut comprendre les conditions générales de l'époque impérialiste, c'est-à-dire de la transformation en impérialisme du capitalisme des pays avancés.

P. Kievski a complètement dénaturé ces rapports entre « l'époque » et la « guerre actuelle ». Il apparaît chez lui que parler concrètement, c'est parler de l'« époque » ! Ce qui est absolument faux.

L'époque 1789 - 1871 est une époque particulière pour l'Europe. C'est indiscutable.

On ne peut comprendre aucune des guerres de libération nationale qui caractérisent si bien cette période, si l'on n'a pas compris les conditions générales de cette époque. Est-ce à dire que toutes les guerres de cette époque furent des guerres de libération nationale ? Non, bien entendu. Le prétendre serait tombé dans l'absurde et substituer un cliché ridicule à l'étude concrète de chaque guerre prise en particulier. Entre 1789 et 1871 il y eut aussi des guerres coloniales et des guerres entre des empires réactionnaires qui opprimaient quantité de nations étrangères.

---

<sup>7</sup> Temps Nouveaux, 28e année, tome 2, p. 776. (N.R.)

Une question : du fait que le capitalisme avancé européen (et américain) est entré dans la nouvelle époque de l'impérialisme, s'ensuit-il que les guerres impérialistes sont les seules possibles à l'heure actuelle ? Ce serait une affirmation absurde, traduisant l'incapacité de distinguer un phénomène concret donné de toute la somme des phénomènes les plus divers de cette époque. Une époque s'appelle de ce nom précisément parce qu'elle embrasse une somme de phénomènes et de guerres très variés, aussi bien typiques que fortuits, aussi bien grands que petits, aussi bien particuliers aux pays avancés que caractéristiques des pays retardataires. Éluder ces questions concrètes par des phrases générales sur l'« époque », comme le fait P. Kievski, c'est abuser de la notion d'« époque ». Nous allons citer un exemple parmi bien d'autres afin de ne pas avancer des affirmations gratuites. Mais il faut tout d'abord rappeler qu'un groupe de gauches, à savoir le groupe allemand l'Internationale<sup>8</sup>, a énoncé au paragraphe 5 de ses thèses (publiées dans le n° 3 du Bulletin de la Commission exécutive de Berne, 29 février 1916) une affirmation manifestement fautive : « À l'ère de cet impérialisme déchaîné, il ne peut plus y avoir aucune guerre nationale. » Nous avons analysé cette affirmation<sup>9</sup> dans le Recueil du Social-Démocrate<sup>10</sup>. Nous nous bornerons ici à cette remarque bien que cette thèse théorique soit connue depuis longtemps de tous ceux qui s'intéressent au mouvement internationaliste (nous l'avons déjà combattue à l'assemblée élargie de la Commission exécutive de Berne au printemps 1916), aucun groupe, jusqu'à présent, ne l'a reprise, ne l'a faite sienne. Et lorsque P. Kievski a écrit son article, en août 1916, il n'a pas dit un mot dans le sens de cette affirmation ou d'une autre semblable.

Voici pourquoi cette remarque est nécessaire : si une telle affirmation théorique ou une autre semblable avait été formulée, on aurait pu parler d'une divergence théorique. Mais puisqu'il n'y a pas d'affirmation semblable, nous sommes obligés de dire qu'il n'est pas question d'une conception différente de « l'époque », d'une divergence théorique, mais seulement d'une envolée oratoire, seulement d'un abus du mot « époque ».

Exemple : « N'est-elle pas semblable (la libre disposition), écrit P. Kievski tout au début de son article, au droit à l'attribution gratuite de 10 000 hectares sur Mars? On ne saurait répondre à cette question que d'une façon tout à fait concrète, en tenant compte de toute l'époque actuelle ; car le droit de libre disposition des nations à l'époque de la formation des États nationaux, représentant les meilleures formes de développement des forces productives à leur niveau du moment, est une chose ;

---

<sup>8</sup> Le groupe « Internationale » qui prit plus tard le nom de « Ligue Spartacus » fut formé par les social-démocrates de gauche K. Liebknecht, R. Luxembourg, F. Mehring, C. Zetkin et d'autres encore, au début de la première guerre mondiale. Le groupe « Internationale » joua un rôle positif important dans l'histoire du mouvement ouvrier d'Allemagne. En janvier 1916, à la conférence des social-démocrates de gauche de toute l'Allemagne, le groupe adopta les thèses rédigées et proposées par R. Luxembourg sur les tâches de la social-démocratie internationale. Le groupe « Internationale » menait une propagande révolutionnaire parmi les masses contre la guerre impérialiste et dénonçait la politique de conquête de l'impérialisme allemand et la trahison des chefs.

<sup>9</sup> Voir V. Lénine, Œuvres, tome 22, « **A propos de la brochure de Junius** ». (N.R.)

<sup>10</sup> « Le Recueil du Social-démocrate » était édité par la rédaction de l'Organe central du P.O.S.D.R., le journal Le Social-Démocrate, sous la direction immédiate de Lénine. Il en parut deux numéros : le n° 1 en octobre 1916, et le n° 2 en décembre 1916. P. 38.

alors que ce même droit à l'époque où ces formes, les formes des États nationaux, sont devenues des entraves au développement des forces productives, est une tout autre chose.

Une énorme distance sépare l'époque où le capitalisme et l'État national s'instauraient d'eux-mêmes et celle qui voit périr l'État national et qui prélude à la faillite du capitalisme lui-même. Mais parler « en général », en dehors du temps et de l'espace, ce n'est pas le fait d'un marxiste.»

Ce raisonnement est un modèle d'emploi caricatural de la notion « d'époque impérialiste».

C'est précisément parce que cette notion est nouvelle et importante qu'il faut lutter contre la caricature ! De quoi s'agit-il lorsqu'on dit que les formes de l'État national sont devenues des entraves, etc. ? Il s'agit des pays capitalistes avancés, notamment de l'Allemagne, de la France, de l'Angleterre, dont la participation à la guerre actuelle l'a rendue impérialiste au premier chef. Dans ces pays, qui jusqu'à présent avaient mené l'humanité en avant, surtout entre 1789 et 1871, s'est achevé le processus de formation de l'État national ; dans ces pays, le mouvement national remonte à un passé à jamais révolu, et le faire renaître serait une absurde utopie réactionnaire. Le mouvement national des Français, des Anglais, des Allemands est achevé depuis longtemps ; c'est autre chose qui figure ici à l'ordre du jour de l'histoire ; les nations qui se libéraient se sont transformées en nations oppressives, en nations se livrant au pillage impérialiste, et qui vivent « à la veille de la faillite du capitalisme ».

Et les autres nations ?

P. Kievski répète comme une règle apprise que les marxistes doivent raisonner « concrètement », mais il ne l'applique pas. Dans nos thèses, au contraire, nous avons à dessein présenté un modèle de réponse concrète, et P. Kievski ne s'est pas donné la peine de nous signaler notre erreur, si toutefois il en a relevé une.

Dans nos thèses (paragraphe 6), il est dit qu'il faut distinguer, pour être concret, au moins trois types différents de pays dans la question de la libre disposition. (Il est évident qu'on ne saurait, dans des thèses générales, parler séparément de chaque pays.) Le premier type, ce sont les pays avancés de l'Europe de l'Ouest (et de l'Amérique), où le mouvement national appartient au passé. Le second type, c'est l'Europe de l'Est, où il appartient au présent. Le troisième, ce sont les serai-colonies et les colonies où il appartient, dans une large mesure, à l'avenir<sup>11</sup>.

Est-ce exact ou non ? C'est ici que P. Kievski devait exercer sa critique. Mais il ne remarque même pas en quoi consistent les questions théoriques ! Il ne voit pas que tant qu'il n'aura pas réfuté cette affirmation (celle du paragraphe 6) de nos thèses- et on ne peut la réfuter, car elle est juste- ses raisonnements sur l'« époque » font penser à un homme qui « brandit » un sabre sans porter aucun coup.

« *Contrairement à l'opinion de V. Iline<sup>12</sup> écrit-il à la fin de son article, nous pensons que pour la majorité des pays occidentaux (!) La question nationale n'est pas résolue* »

---

<sup>11</sup> Voir V. Lénine, Œuvres, tome 22, La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. (N.R.)

<sup>12</sup> V. Iline : Lénine.- P. 40.

Ainsi, le mouvement national des Français, des Espagnols, des Anglais, des Hollandais, des Allemands, des Italiens, n'aurait pas été achevé aux XVIIe, XVIIIe, XIXe siècles et antérieurement ? Au début de l'article, la notion d'« époque de l'impérialisme » est altérée de telle sorte que le mouvement national est présenté comme achevé en général, et pas seulement dans les pays avancés d'Occident. À la fin du même article, la « question nationale » est déclarée « non résolue » précisément dans les pays occidentaux ! N'est-ce pas faire preuve de confusion ?

Dans les pays occidentaux, le mouvement national appartient à un passé lointain. En Angleterre, en France, en Allemagne, etc., la « patrie » a déjà chanté son grand air, a déjà joué son rôle historique, c'est-à-dire que le mouvement national ne peut rien y apporter de progressif, qui élève à une nouvelle vie économique et politique de nouvelles masses de gens. Ce qui est ici à l'ordre du jour de l'histoire, ce n'est pas le passage du féodalisme ou de la barbarie patriarcale au progrès national, à la patrie civilisée et politiquement libre, mais le passage de la « patrie » qui a fait son temps, qui a passé le stade de la maturité capitaliste, au socialisme.

Dans l'Est de l'Europe, il en va autrement. En ce qui concerne les Ukrainiens et les Biélorusses, par exemple, seul un homme vivant en rêve sur Mars pourrait nier qu'ici le mouvement national n'est pas encore achevé, que l'éveil des masses à la possession de la langue nationale et de sa littérature - (ce qui est la condition nécessaire et le corollaire du développement complet du capitalisme, de la pénétration complète de l'échange jusqu'à la dernière famille paysanne) - y est encore en voie d'accomplissement. Ici, la « patrie » n'a pas encore chanté tout son grand air historique. Ici, la « défense de la patrie » peut encore être la défense de la démocratie, de la langue maternelle, de la liberté politique contre les nations oppressives contre le moyen âge, alors que les Anglais, les Français, les Allemands, les Italiens mentent à présent quand ils parlent de la défense de leur patrie dans la guerre actuelle, car ce n'est pas la langue maternelle, ce n'est pas la liberté de leur développement national qu'ils défendent en fait, mais leurs droits d'esclavagistes, leurs colonies, les « zones d'influence » de leur capital financier dans les pays étrangers, etc. Dans les semi-colonies et les colonies, le mouvement national est encore plus jeune historiquement que dans l'Est de l'Europe.

À quoi s'appliquent les mots sur les « pays hautement évolués » et sur l'époque impérialiste ? En quoi consiste la position « particulière » de la Russie (titre du paragraphe e du 2e chapitre chez P. Kievski) et pas seulement de la Russie ? Où le mouvement de libération nationale est-il une formule mensongère et où est-il une réalité vivante et progressive ? Voilà ce que P. Kievski n'a absolument pas compris.

### **3. Qu'est-ce que l'analyse économique ?**

Le point central des raisonnements tenus par les adversaires de la libre disposition est la référence à « l'impossibilité de sa réalisation » en régime capitaliste en général ou à l'époque de l'impérialisme. La formule « impossibilité de réalisation » est souvent employée dans des acceptions diverses et peu précises. C'est pourquoi nous avons réclamé dans nos thèses ce qu'impose toute discussion théorique : l'explication du sens où l'on entend cette « impossibilité de réalisation ». Et, sans nous borner à poser la question, nous avons entrepris d'y répondre. Si l'on pense que la réalisation soulèvera des difficultés politiques ou ne sera pas possible sans une

série de révolutions, toutes les revendications démocratiques sont « irréalisables » à l'époque de l'impérialisme.

Si l'on pense à une impossibilité économique, il est radicalement faux de prétendre que la libre disposition est irréalisable de ce point de vue.

Telle était notre position. C'est là le point central de la divergence théorique, et, dans une discussion tant soit peu sérieuse, nos adversaires auraient dû concentrer là-dessus toute leur attention.

Voyons donc comment raisonne P. Kievski à ce propos.

Il rejette délibérément l'interprétation selon laquelle la libre disposition serait irréalisable à cause de « difficultés » d'ordre politique, et il répond nettement que l'impossibilité est d'ordre économique.

« Est-ce à dire, écrit-il, que la libre disposition soit tout aussi irréalisable à l'époque de l'impérialisme que la monnaie de travail à l'époque de la production marchande ? » Et P. Kievski répond : « Oui, c'est bien cela ! Car nous parlons précisément de la contradiction logique existant entre deux catégories sociales : l'« impérialisme » et la « libre disposition des nations », contradiction aussi logique que celle qui existe entre deux autres catégories : la monnaie de travail et la production marchande. L'impérialisme nie la libre disposition et aucun prestidigitateur ne réussira à concilier la libre disposition et l'impérialisme. »

Si terrible que soit ce mot caustique de « prestidigitateur » que nous adresse P. Kievski, nous devons quand même lui faire remarquer qu'il ignore tout bonnement ce qu'est l'analyse économique. Il ne doit y avoir de « contradiction logique » ni dans l'analyse économique, ni dans l'analyse politique, à condition, bien entendu, que la pensée logique se développe d'une façon correcte. Il n'y a donc aucune raison de se référer à la « contradiction logique » en général, alors qu'il s'agit précisément de fournir une analyse économique, et non politique. Et l'économique et le politique font partie des « catégories sociales ». Par conséquent, lorsque P. Kievski a commencé par répondre d'une façon catégorique et sans équivoque : « Oui, c'est bien cela » (c'est-à-dire que la libre disposition est tout aussi irréalisable que la monnaie de travail à l'époque de la production marchande), il n'a fait pratiquement que tourner autour de la question mais n'a pas fourni d'analyse économique.

Par quel argument prouve-t-on que la monnaie de travail est irréalisable à l'époque de la production marchande ? Par l'analyse économique. Cette analyse qui, comme toute analyse, ne tolère pas de « contradiction logique », prend les catégories économiques et seulement celles-ci (et non les catégories « sociales » en général), et en déduit l'impossibilité de la monnaie de travail. Dans le chapitre premier du Capital il n'est absolument pas question de politique, ni de formes politiques, ni de « catégories sociales » : l'analyse prend seulement l'économique, l'échange des marchandises, le développement de l'échange des marchandises. L'analyse économique montre bien entendu, par la voie de raisonnements « logiques »- que la monnaie de travail est irréalisable à l'époque de la production marchande.

P. Kievski n'essaie même pas de procéder à une analyse économique ! Il confond l'essence économique de l'impérialisme avec ses tendances politiques, ce qui apparaît dès la première phrase du premier paragraphe de son article. Voici cette phrase : « Le capital industriel a été la synthèse de la production pré-capitaliste et du

capital commercial et de prêt. Le capital de prêt est passé au service du capital industriel. À présent, le capitalisme surmonte les différents types de capital, et ce dernier apparaît sous un type supérieur, unifié, celui du capital financier ; aussi peut-on qualifier l'époque actuelle d'époque du capital financier, dont l'impérialisme est le système correspondant en politique extérieure. »

Au point de vue économique, toute cette définition ne vaut rien : au lieu de catégories économiques précises, on n'y trouve qu'un alignement de phrases. Mais il n'est pas possible de s'étendre actuellement sur ce point. L'important est que P. Kievski définit l'impérialisme comme « un système de politique extérieure ».

**Premièrement**, c'est au fond la répétition fautive d'une idée fautive de Kautsky.

**Deuxièmement**, c'est une définition purement politique, uniquement politique de l'impérialisme.

En définissant l'impérialisme comme un « système de politique », P. Kievski veut esquiver l'analyse économique qu'il avait promis de donner lorsqu'il a déclaré que la libre disposition était « tout aussi » irréalisable, c'est-à-dire économiquement irréalisable, à l'époque de l'impérialisme que la monnaie de travail à l'époque de la production marchande !

Au cours de sa discussion avec les gauches, Kautsky a soutenu que l'impérialisme est « seulement, un système de politique extérieure » (plus précisément une politique d'annexions), qu'on ne peut qualifier d'impérialisme un certain stade économique du capitalisme, un certain niveau de développement de ce dernier.

Kautsky a tort. C'est évidemment une sottise que de discuter sur des mots. On ne saurait interdire d'employer le « mot » impérialisme dans tel sens ou dans tel autre. Mais il faut préciser les notions si l'on tient à pouvoir discuter.

Au point de vue économique, **l'impérialisme** (ou « l'époque » du capital financier, la question n'est pas dans le terme) est le stade suprême du développement du capitalisme, celui où la grande production a atteint des proportions telles que la libre concurrence fait place au monopole. C'est là l'essence économique de l'impérialisme. Le monopole se manifeste à la fois dans les trusts, les cartels, etc., dans la toute-puissance des banques géantes, dans l'accaparement des sources de matières premières, etc., dans la concentration du capital bancaire, etc. Le monopole économique, tout est là.

La superstructure politique qui coiffe la nouvelle économie, le capitalisme monopoliste (l'impérialisme est le capitalisme monopoliste), c'est le tournant à partir de la démocratie vers la réaction politique.

À la libre concurrence correspond la démocratie.

Au monopole correspond la réaction politique.

« *Le capital financier tend à l'hégémonie et non à la liberté* », dit très justement **R. Hilferding** dans son livre *Le Capital financier*.

Séparer la « politique extérieure » de la politique en général ou, à plus forte raison, opposer la politique extérieure à la politique intérieure est une idée radicalement fautive, non marxiste, antiscientifique. En politique extérieure tout comme en politique intérieure, l'impérialisme tend à enfreindre la démocratie, à instaurer la réaction. En ce sens, il est incontestable que l'impérialisme est la « négation » de la démocratie en général, de toute la démocratie, et nullement d'une seule des revendications de la démocratie, à savoir : la libre disposition des nations.

Étant la « négation » de la démocratie, l'impérialisme est également la « négation » de la démocratie dans la question nationale (c'est-à-dire en ce qui concerne la libre disposition des nations) : « également », c'est-à-dire qu'il s'efforce de l'enfreindre ; elle est plus difficile à réaliser à l'époque de l'impérialisme, exactement dans la même mesure et dans le même sens que le sont en cette même époque (par rapport à celle du capitalisme pré monopoliste) la république, la milice, l'élection des fonctionnaires par le peuple, etc. Il ne saurait être question d'une impossibilité « économique » de réalisation.

Ce qui a induit ici P. Kievski en erreur, c'est probablement cet autre fait (outre l'incompréhension générale des exigences de l'analyse économique) que, du point de vue petit-bourgeois, l'annexion (c'est-à-dire le rattachement d'une région nationale étrangère contre la volonté de sa population, autrement dit l'atteinte au principe de libre disposition de la nation) est considérée comme équivalent à l'« extension » (l'expansion) du capital financier à un territoire économique plus vaste.

Mais on ne peut traiter des questions théoriques en usant de notions petites-bourgeoises.

Économiquement parlant, l'impérialisme est le capitalisme monopoliste. Pour que le monopole soit total, il faut éliminer les concurrents, non seulement du marché intérieur (du marché d'un État donné), mais aussi du marché extérieur, du monde entier. Y a-t-il une possibilité économique, « à l'ère du capital financier », d'éliminer la concurrence même dans un État étranger ? Bien entendu : le moyen, c'est la dépendance financière et l'accaparement des sources de matières premières du concurrent, puis de toutes ses entreprises. Les trusts américains sont l'expression suprême de l'économie de l'impérialisme ou du capitalisme monopoliste. Pour écarter un concurrent, les trusts ne se contentent pas de moyens économiques, mais recourent constamment aux méthodes politiques et même criminelles. Mais ce serait une grave erreur de penser que le monopole des trusts est irréalisable économiquement, par des procédés de lutte purement économiques. Au contraire, la réalité démontre à chaque pas que cela est « réalisable » les trusts sapent le crédit du concurrent par l'intermédiaire des banques (les maîtres des trusts sont les maîtres des banques accaparement des actions) ; les trusts sabotent l'acheminement des matériaux destinés aux concurrents (les maîtres des trusts sont les maîtres des voies ferrées : accaparement des actions) ; les trusts avilissent temporairement les prix au-dessous du prix de revient, sacrifiant à cet effet des millions, pour ruiner le concurrent et accaparer ses entreprises, ses sources de matières premières (mines, terre, etc.).

Voilà une analyse purement économique de la puissance des trusts et de leur expansion. Voilà la voie purement économique par laquelle s'effectue l'expansion : l'accaparement des entreprises, des établissements, des sources de matières premières.

Le grand capital financier d'un pays peut toujours éliminer ses concurrents, même s'ils appartiennent à un pays étranger politiquement indépendant, et il le fait toujours. C'est parfaitement réalisable sur le plan économique. L'« annexion » économique est parfaitement « réalisable » sans annexion politique, et elle se rencontre constamment. Dans les textes traitant de l'impérialisme, vous lisez à chaque instant que, par exemple, l'Argentine est en fait une « colonie commerciale »

de l'Angleterre, que le Portugal est en fait le « vassal » de l'Angleterre, etc. C'est exact la dépendance économique à l'égard des banques anglaises, l'endettement vis-à-vis de l'Angleterre, l'accaparement par l'Angleterre des voies ferrées locales, des mines, des terres, etc.,- tout cela fait de ces pays des « annexions » de l'Angleterre au point de vue économique, sans qu'il y ait violation de leur indépendance politique.

On appelle libre disposition des nations leur indépendance politique. L'impérialisme tend à l'enfreindre car, l'annexion politique étant réalisée, l'annexion économique est souvent plus commode, meilleur marché (il est plus facile de corrompre des fonctionnaires, de se faire accorder une concession, de faire promulguer une loi avantageuse, etc.), plus facile, plus sûre,- de même que l'impérialisme tend à remplacer la démocratie en général par l'oligarchie.

Mais dissertar sur le caractère économiquement « irréalisable » de la libre disposition à l'époque de l'impérialisme, c'est tout simplement débiter des calembredaines.

P. Kievski élude les difficultés théoriques par un procédé extrêmement facile et superficiel consistant à user d'expressions dites en allemand « bourchikoziennes <sup>13</sup>», c'est-à-dire relevant du langage simpliste et relâché qui est (tout naturellement) de mise dans les ribotes d'étudiants. En voici un échantillon :

« Le suffrage universel, écrit-il, la journée de huit heures et même la république sont logiquement compatibles avec l'impérialisme, bien qu'ils soient loin de lui sourire !!), ce qui fait que leur réalisation est rendue extrêmement difficile.»

Nous n'aurions absolument rien contre cette expression bourchikozienne

La république ne « sourit » pas à l'impérialisme,- un petit mot amusant rend parfois plus attrayantes les matières scientifiques ! Si l'on trouvait en outre, dans cette dissertation sur un problème sérieux, une analyse économique et politique des notions employées. Chez P. Kievski, la bourchikozerie remplace cette analyse et masque son absence.

Que signifie : « *La république ne sourit pas à l'impérialisme* » ?

Et pourquoi en est-il ainsi ?

La république est une des formes possibles de superstructure politique coiffant la société capitaliste ; c'est la forme la plus démocratique dans les conditions actuelles. Dire que la république ne « sourit » pas à l'impérialisme, c'est dire qu'il y a contradiction entre l'impérialisme et la démocratie. Il se peut très bien que notre conclusion « ne sourit pas » et soit même « loin de sourire » à P. Kievski, mais elle n'en est pas moins irréfutable.

Poursuivons. De quel genre est cette contradiction entre l'impérialisme et la démocratie ? Logique ou illogique ? P. Kievski emploie le mot « logique » sans réfléchir, et c'est pourquoi il ne remarque pas que ce mot lui sert, en l'occurrence, à dissimuler (aux yeux et à l'esprit du lecteur, comme aux yeux et à l'esprit de l'auteur) justement la question sur laquelle il a entrepris de dissertar ! Cette question, c'est le rapport entre l'économie et la politique ; le rapport entre les conditions économiques et le contenu économique de l'impérialisme, d'une part, et une forme politique, d'autre part. Toute « contradiction » constatée dans les raisonnements humains est une contradiction logique ; une pure tautologie.

---

<sup>13</sup> Nous conservons ici, en le francisant, le mot allemand « burschikos », russisé par Lénine, et qui dérive du mot « Bursch » - étudiant. (N.R.)

C'est au moyen de cette tautologie que P. Kievski élude le *fond* de la question : est-ce là une contradiction « logique »

1. Entre deux phénomènes ou deux thèses économiques ?
2. Ou entre deux phénomènes ou deux thèses *politiques* ?
3. Ou entre l'économique et le politique ?

Car l'essentiel est là, une fois posée la question du caractère économiquement irréalisable ou réalisable, étant donné telle ou telle forme politique !

Si P. Kievski n'avait pas éludé cet aspect essentiel, il aurait probablement vu que la contradiction entre l'impérialisme et la république est la contradiction entre l'économie du capitalisme le plus récent (plus précisément du capitalisme monopoliste) et la démocratie politique en général. Car jamais P. Kievski ne pourra démontrer que n'importe quelle mesure démocratique importante et fondamentale (élection des fonctionnaires ou des officiers par le peuple, liberté totale d'association et de réunion, etc.) contredit moins l'impérialisme (lui « sourit » davantage, si l'on veut) que ne le fait la république.

On aboutit très précisément à l'affirmation sur laquelle nous avons insisté dans les thèses : l'impérialisme contredit, « logiquement » toute la démocratie politique en général. Cette affirmation de notre part « ne sourit pas » à P. Kievski, car elle démolit ses constructions illogiques, mais qu'y faire ? On ne peut tout de même pas accepter que quelqu'un, prétendant vouloir réfuter certaines thèses, les reprenne en fait subrepticement à son compte au moyen de l'expression : « la république ne sourit pas à l'impérialisme ».

Poursuivons. Pourquoi la république ne sourit-elle pas à l'impérialisme ?

Et comment l'impérialisme « concilie »-t-il son économie avec la république ?

P. Kievski n'a pas réfléchi à cela. Nous lui rappellerons les paroles suivantes d'Engels. Il s'agit de la république démocratique. La question posée est la suivante : la richesse peut-elle dominer sous cette forme de gouvernement ? C'est-à-dire la question porte précisément sur la « contradiction » entre l'économie et la politique.

**Engels** répond : « *La république démocratique ne reconnaît pas officiellement les différences de fortune* » (entre les citoyens). « *La richesse y exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre. D'une part, sous forme de corruption directe des fonctionnaires* » (ce dont « l'Amérique offre un exemple classique ») ; « *d'autre part, sous forme d'alliance entre le gouvernement et la Bourse* »<sup>14</sup>

Voilà un modèle d'analyse économique quant à la « possibilité de réalisation » de la démocratie en régime capitaliste, question dont celle de la « possibilité de réalisation » de la libre disposition à l'époque de l'impérialisme constitue une petite partie !

La république démocratique contredit « logiquement » le capitalisme, car elle met « officiellement » sur le même plan le riche et le pauvre. C'est là une contradiction entre le régime économique et la superstructure politique. La même contradiction oppose la république à l'impérialisme, et elle est approfondie ou aggravée du fait que le remplacement de la libre concurrence par le monopole rend encore plus « difficile » la réalisation de toutes les libertés politiques.

---

<sup>14</sup> Voir F. Engels, L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État, Éditions Sociales, Paris 1954, p. 158.- P.49.

Comment le capitalisme se concilie-t-il avec la démocratie ? Par la réalisation indirecte, dans la pratique, de la toute-puissance du capital ! Il existe deux moyens économiques à cet effet :

**1)** la corruption directe ;

**2)** l'alliance du gouvernement avec la Bourse. (Pour exprimer cette vérité nos thèses portent qu'en régime bourgeois, le capital financier « *achètera et corrompra librement tout gouvernement et ses fonctionnaires* ».)

Avec la domination de la production marchande, de la bourgeoisie, du pouvoir de l'argent, la corruption (directe ou par la Bourse) est « réalisable » sous toute forme de gouvernement, sous toute démocratie.

Qu'y a-t-il de changé sous ce rapport lorsque le capitalisme est remplacé par l'impérialisme, c'est-à-dire lorsque le capitalisme pré monopoliste fait place au capitalisme monopoliste ?

Le seul changement est que le pouvoir de la Bourse s'accroît ! Car le capital financier est le très grand capital industriel, arrivé au stade du monopole et fusionné avec le capital bancaire. Les grandes banques fusionnent avec la Bourse en l'absorbant. (Dans les publications sur l'impérialisme, on parle d'une diminution du rôle de la Bourse, mais seulement en ce sens que toute banque géante est elle-même une Bourse.)

Poursuivons. Si la « richesse » en général est parfaitement à même d'exercer sa domination sur n'importe quelle république démocratique par la corruption et la Bourse, comment P. Kievski peut-il affirmer, sans tomber dans une « contradiction logique » des plus amusantes, que l'immense richesse des trusts et des banques, qui brassent des milliards, ne peut « réaliser » le pouvoir du capital financier sur une république étrangère, c'est-à-dire politiquement indépendante?

Comment cela ? La corruption des fonctionnaires est-elle « irréalisable » dans un État étranger ?

Ou « l'alliance du gouvernement et de la Bourse » n'est-elle qu'une alliance de son propre gouvernement ?

Le lecteur peut d'ores et déjà constater que, pour distinguer le vrai du faux et mettre les choses à la portée de tout le monde, il faut environ 10 pages contre 10 lignes de confusion. Nous ne pouvons analyser d'une façon aussi détaillée chaque raisonnement de P. Kievski - il n'en fait littéralement aucun qui soit exempt de confusion ! Et cela n'est d'ailleurs pas nécessaire du moment que l'essentiel est éclairci. Nous nous bornerons pour le reste à un bref commentaire.

#### **4. L'exemple de la Norvège**

La Norvège a « réalisé » le droit prétendument irréalisable à la libre disposition en 1905, à une époque où l'impérialisme était particulièrement déchaîné. Aussi parler d'« impossibilité » est-il non seulement absurde au point de vue théorique, mais encore ridicule.

Voulant réfuter cette vérité, P. Kievski nous traite rageusement de « rationalistes » (qu'est-ce que cela vient faire ici ? le rationaliste se contente de raisonner, et cela d'une façon abstraite, alors que nous avons indiqué un fait des plus concrets ! P. Kievski n'emploierait-il pas le mot étranger « rationaliste »\* aussi comment ne pas

être trop dur?... aussi « à bon escient » qu'il a employé au début de son article le mot « extractif », en présentant ses considérations « sous une forme extractive<sup>15</sup>»?).

P. Kievski nous reproche « d'attacher de l'importance à l'aspect extérieur des phénomènes, et non à leur véritable essence ». Voyons donc la véritable essence.

La réfutation débute par un exemple : le fait qu'on a promulgué une loi contre les trusts ne prouve pas que l'interdiction des trusts soit irréalisable. C'est juste. Seulement l'exemple n'est pas heureux, car il milite contre P. Kievski.

Une loi est une mesure politique, c'est de la politique. On ne peut interdire l'économique par aucune mesure politique. Aucune forme politique de la Pologne, que celle-ci soit une parcelle de la Russie tsariste ou de l'Allemagne, ou une région autonome ou un État politiquement indépendant, ne saurait servir à interdire ou abolir sa dépendance à l'égard du capital financier des puissances impérialistes, l'accaparement des actions de ses entreprises par ce capital.

L'indépendance de la Norvège, « réalisée » en 1905, est uniquement politique. Elle n'avait ni l'intention ni les moyens de s'attaquer à la dépendance économique. C'est justement ce que disent nos thèses. Nous avons précisément indiqué que la libre disposition concerne seulement la politique et que, pour cette raison, le fait de soulever la question de l'impossibilité économique est déjà par lui-même une erreur. Mais P. Kievski nous «réfute » en citant un exemple d'impuissance des interdits politiques contre l'économie ! Jolie « réfutation » !

Poursuivons. « Un seul ou même beaucoup d'exemples de victoires de petites entreprises sur des grandes ne suffisent pas à réfuter la juste thèse de Marx selon laquelle la marche générale du développement du capitalisme s'accompagne de la concentration et de la centralisation de la production.»

Cet argument se ramène une fois de plus à un exemple malheureux, choisi pour détourner l'attention (du lecteur et de l'auteur) de l'objet réel de la discussion.

Notre thèse porte qu'il est faux de parler d'une impossibilité économique de réaliser la libre disposition dans le sens où l'on dit que la monnaie de travail est irréalisable en régime capitaliste. Il ne saurait être produit aucun « exemple » d'une telle possibilité. P. Kievski nous donne tacitement raison sur ce point, car il passe à une autre interprétation de cette « impossibilité ».

Pourquoi ne le fait-il pas franchement ? Pourquoi ne formule-t-il pas sa propre thèse ouvertement et avec précision : « Étant réalisable en ce sens qu'elle est économiquement possible en régime capitaliste, la libre disposition est contraire au développement ; de ce fait elle présente un caractère réactionnaire ou n'est qu'une exception » ? Parce que la formulation franche de cette contre-thèse aurait démasqué d'emblée son auteur, et qu'il a besoin de dissimuler son visage.

La loi de la concentration économique, de la victoire de la grande production sur la petite, a été reconnue par notre programme et par celui d'Erfurt. P. Kievski dissimule le fait que nulle part on n'a reconnu de loi de la concentration politique ou étatique. Si c'est une loi du même genre, si c'est aussi une loi, pourquoi P. Kievski ne l'exposerait-il pas et ne proposerait-il pas de compléter notre programme ? Est-il juste de sa part de nous laisser avec un programme mauvais, incomplet, alors qu'il a découvert cette

---

<sup>15</sup> « Rationaliste » et « extractif » (?) sont, en russe, des mots français à peine transformés et qui gardent une consonance étrangère. (N.R.)

nouvelle loi de la concentration étatique, loi qui a une importance pratique, car elle éliminerait de notre programme des conclusions erronées ?

P. Kievski ne donne aucune formulation de la loi en question et ne propose pas de compléter notre programme, car il sent confusément" que, ce faisant, il se couvrirait de ridicule. Tout le monde éclaterait de rire devant ce curieux « économisme impérialiste » si ce point de vue se faisait jour et si, parallèlement à la loi de l'éviction de la petite production par la grande, on énonçait (en liaison avec elle ou sur le même plan) la « loi » de l'éviction des petits États par les grands !

Pour rendre cette idée plus claire, contentons-nous de poser une seule question à P. Kievski : pourquoi les économistes sans guillemets ne parlent-ils pas de la « désagrégation » des trusts modernes ou des grandes banques ? De la possibilité d'une telle désagrégation et de ses chances de réalisation ? Pourquoi même un « économiste impérialiste » entre guillemets est-il obligé de reconnaître que la désagrégation des grands États est possible et réalisable, et non seulement leur désagrégation en général, mais par exemple, la séparation des « petites nationalités » (notez bien cela!) d'avec la Russie (*paragraphe du chapitre 2 de l'article. de P. Kievski*)?

Enfin, pour expliquer encore plus clairement jusqu'où se laisse emporter notre auteur et pour le mettre en garde, soulignons ce qui suit : nous proclamons tous ouvertement la loi de l'éviction de la petite production par la grande, et personne ne craint de qualifier certains « exemples » de « victoire de petites entreprises sur des grandes », de phénomène réactionnaire. Personne, parmi les ennemis de la libre disposition, ne s'est encore risqué à qualifier de réactionnaire la séparation de la Norvège d'avec la Suède, bien que nous ayons soulevé cette question par écrit depuis 1914.<sup>16</sup>

La grande production est irréalisable si l'on conserve, par exemple, les tours à main ; l'idée de la « désagrégation » d'une fabrique mécanique se décomposant en ateliers travaillant à la main est parfaitement stupide.

La tendance impérialiste aux grands empires est parfaitement réalisable, et elle se réalise fréquemment dans la pratique sous la forme d'une alliance impérialiste d'États autonomes et indépendants au sens politique du terme. Une telle alliance est possible et s'observe non seulement sous la forme d'une fusion économique des capitaux financiers de deux pays, mais aussi sous la forme d'une « coopération » militaire dans la guerre impérialiste.

La lutte nationale, l'insurrection nationale, la séparation nationale sont parfaitement « réalisables » et s'observent pratiquement à l'époque de l'impérialisme, allant même jusqu'à s'intensifier, car l'impérialisme n'arrête pas le développement du capitalisme et la croissance des tendances démocratiques dans la masse de la population, mais attise l'antagonisme entre ces aspirations démocratiques et la tendance antidémocratique des trusts.

C'est seulement en partant de l'« économisme impérialiste », c'est-à-dire d'une caricature du marxisme, que l'on peut volontairement ignorer, par exemple, ce phénomène original de la politique impérialiste : d'une part, la guerre impérialiste actuelle nous montre des exemples de la façon dont on réussit, par la force des liens

---

<sup>16</sup> Voir V, Lénine, Œuvres, tome 20, pp. 415-481. (N.R.)

financiers et des intérêts économiques, à entraîner un petit État politiquement indépendant dans la lutte entre les grandes puissances (l'Angleterre et le Portugal).

D'autre part, la violation du démocratisme à l'égard des petites nations, bien plus impuissantes (à la fois économiquement et politiquement) contre leurs « protecteurs » impérialistes, provoque soit l'insurrection (l'Irlande), soit le passage de régiments entiers du côté de l'ennemi (les Tchèques).

Dès lors, il est non seulement « réalisable » du point de vue du capital financier, mais parfois franchement avantageux pour les trusts, pour leur politique impérialiste, pour leur guerre impérialiste, d'accorder le plus de liberté démocratique possible, voire l'indépendance en tant qu'État à telle ou telle petite nation, afin de ne pas risquer de compromettre « leurs » opérations militaires. Oublier le caractère particulier des rapports politiques et stratégiques et répéter, à propos et hors de propos, le mot appris par cœur d'« impérialisme » n'a rien à voir avec le marxisme.

En ce qui concerne la Norvège, P. Kievski nous informe, en premier lieu, « *qu'elle a toujours été un État indépendant* ». C'est faux, et on ne peut expliquer une telle erreur que par la négligence bouchikozienne de l'auteur et son manque d'attention à l'égard des questions politiques.

Avant 1905 la Norvège n'était pas un État indépendant, elle bénéficiait seulement d'une très large autonomie. La Suède ne reconnut l'indépendance de la Norvège comme État qu'après que celle-ci se fut séparée d'elle. Si la Norvège avait « toujours été un État indépendant », le gouvernement suédois n'aurait pas pu faire savoir aux puissances étrangères, le 26 octobre 1905, qu'il reconnaissait désormais la Norvège comme un pays indépendant.

En second lieu, P. Kievski allègue une série de citations pour démontrer que la Norvège regardait vers l'Ouest et la Suède vers l'Est, que dans l'une « travaillait » surtout le capital financier anglais et dans l'autre, le capital financier allemand, etc. D'où il déduit triomphalement : « Cet exemple » (celui de la Norvège) « s'inscrit intégralement dans nos schémas ».

Voilà bien un exemple de la logique de « l'économisme impérialiste » ! Dans nos thèses il est dit que le capital financier peut dominer dans « n'importe quel pays », « fût-il indépendant », et que, pour cette raison, tous les raisonnements sur le « caractère irréalisable » de la libre disposition du point de vue du capital financier n'est que pure confusion. On nous cite des données confirmant notre thèse sur le rôle du capital financier étranger en Norvège avant comme après la séparation, en ayant l'air de croire que cela réfute nos arguments!!

Parler du capital financier et s'en autoriser pour oublier les questions politiques, est-ce vraiment là raisonner sur la politique ?

Non. Les erreurs de l'« économisme » en matière de logique n'ont pas fait disparaître les questions politiques. Le capital financier anglais « travaillait » en Norvège avant et il y « travaille » depuis la séparation. Le capital financier allemand « travaillait » en Pologne avant sa séparation d'avec la Russie, et il y « travaillera » quelle que soit la situation politique de la Pologne. C'est tellement élémentaire qu'on est gêné d'avoir à le répéter, mais que faire quand des gens oublient l'abc ?

Voit-on disparaître pour autant la question politique relative à la situation de la Norvège ? à son appartenance à la Suède ? Au comportement des ouvriers lorsque s'est posée la question de la séparation ?

P. Kievski a éludé ces questions, car elles battent en brèche les « économistes ». Mais la vie les a posées et elles demeurent posées. C'est dans la vie que s'est posée la question de savoir si un ouvrier suédois ne reconnaissant pas le droit de la Norvège à la séparation peut être membre du parti social-démocrate ? Non, bien sûr.

Les aristocrates suédois étaient pour la guerre contre la Norvège, les prêtres également. Ce fait subsiste, bien que P. Kievski ait « oublié » de lire ce qui le concernait dans les histoires du peuple norvégien. Un ouvrier suédois pouvait, tout en restant social-démocrate, conseiller aux Norvégiens de voter contre la séparation (un référendum au sujet de la séparation eut lieu en Norvège le 13 août 1905 et donna 368 200 voix pour et 184 contre, 80 % des électeurs inscrits ayant participé au scrutin). Mais l'ouvrier suédois qui, de même que l'aristocratie et la bourgeoisie suédoises, aurait dénié aux Norvégiens le droit de résoudre cette question eux-mêmes, sans les Suédois, indépendamment de la volonté de ces derniers, aurait été un social-chauvin et un gremlin intolérable dans les rangs du parti social-démocrate.

Voilà en quoi consiste l'application du paragraphe 9 du programme de notre Parti, par-dessus lequel notre « économiste impérialiste » a essayé de sauter. Vous n'y parviendrez pas, Messieurs, sans tomber dans les bras du chauvinisme !

Et l'ouvrier norvégien ? Était-il tenu, du point de vue de l'internationalisme, de voter pour la séparation ? Absolument pas. Il pouvait, tout en restant social-démocrate, voter contre. Il n'aurait enfreint son devoir de membre du parti social-démocrate que s'il avait tendu une main fraternelle à un ouvrier cent-noir suédois qui se serait prononcé contre la liberté de séparation de la Norvège.

Certains gens ne veulent pas voir cette différence élémentaire entre les positions de l'ouvrier norvégien et de l'ouvrier suédois. Mais ils se démasquent eux-mêmes lorsqu'ils éludent cette question politique ultra-concrète s'il en fut, que nous leur posons à brûle-pourpoint. Ils se taisent, tergiversent, et capitulent ainsi sur toute la ligne.

Pour démontrer que la question « norvégienne » peut se poser en Russie, nous avons intentionnellement énoncé la thèse suivante : dans certaines conditions de caractère purement militaire et stratégique, un État polonais indépendant est, même à présent, parfaitement réalisable. P. Kievski veut « discuter » et il ne dit rien.

Ajoutons qu'en vertu de considérations purement militaires et stratégiques, et dans l'hypothèse d'une certaine issue de la guerre impérialiste actuelle (par exemple, le ralliement de la Suède aux Allemands et leur demi-victoire), la Finlande aussi peut parfaitement devenir un État séparé, sans que cela nuise à la « possibilité de réaliser » quelque opération du capital financier que ce soit, sans que cela rende « irréalisable » l'accaparement des actions des voies ferrées et autres entreprises finlandaises.<sup>17</sup>

---

<sup>17</sup> Si l'une des issues possibles de la guerre actuelle rend parfaitement « réalisable » la formation en Europe de nouveaux États, polonais, finlandais, etc., sans que les conditions de développement de l'impérialisme et sa puissance en soient le moins du monde affectées, l'influence, les liaisons et la pression du capital financier en étant au contraire renforcées, l'autre issue rend également « réalisable » la formation d'un nouvel État hongrois, d'un État tchèque, etc. Les impérialistes anglais esquissent déjà cette seconde solution pour le cas où ils remporteraient la victoire. L'époque impérialiste ne détruit ni les aspirations à l'indépendance politique des nations, ni le « caractère réalisable » de ces aspirations à l'intérieur des rapports impérialistes mondiaux.

P. Kievski se dérobe aux questions politiques qui l'embarrassent en se retranchant derrière une belle phrase qui caractérise remarquablement tous ses « raisonnements "...« À chaque minute »

(C'est ce qui figure littéralement à la fin du paragraphe c du chapitre I)

« L'épée de Damoclès peut tomber et trancher l'existence de l'atelier « indépendant » (« allusion » à la petite Suède et à la petite Norvège).

Voici, à ce qu'il paraît, le véritable marxisme : depuis quelque dix années, il existe un État norvégien à part dont la séparation d'avec la Suède a été qualifiée par le gouvernement suédois de « mesure révolutionnaire ». Mais à quoi bon nous donner la peine d'analyser les questions politiques qui résultent de cette situation, si nous avons lu *Le Capital financier* d'Hilferding et l'avons « compris » en ce sens « qu'à chaque minute » -- c'est ne pas y aller de main morte -- un petit État peut disparaître ? À quoi bon insister que nous avons dénaturé le marxisme en « économisme », et transformé notre politique en reprenant les vieux refrains du chauvinisme russe cent pour cent ?

\* \* \*

« La revendication de la libre disposition nationale n'est pas - utopique dans un programme minimum : elle ne contredit pas le développement social, pourvu que sa réalisation n'arrête pas ce développement. » Cette citation de Martov est contestée par P. Kievski dans le même paragraphe de son article où il a produit ses « citations » sur la Norvège, qui démontrent pour la ne fois ce fait de notoriété publique que la « libre disposition » de la Norvège et sa séparation n'ont arrêté ni le développement en général, ni l'accroissement des opérations du capital financier en particulier, ni l'accaparement de la Norvège par les Anglais !

Il s'est trouvé plus d'une fois chez nous des bolcheviks, par exemple Alexinski en 1908-1910, qui polémiquaient avec Martov quand justement Martov avait raison ! Que Dieu nous préserve de tels « alliés » !

## 5. Du « monisme et du dualisme »

Nous reprochant d'« interpréter la revendication d'une façon dualiste », P. Kievski écrit :

« *L'action moniste de l'Internationale est remplacée par une propagande dualiste.* »

Cela rend un son tout à fait marxiste, matérialiste l'action, qui est une, est opposée à la propagande, qui est « dualiste ». Malheureusement, à y regarder de plus près, nous devons dire que c'est là le même « monisme » verbal que celui de Dühring. « Si je comprends une brosse à chaussures dans l'unité mammifère, écrivait Engels contre le « monisme » de Dühring, ce n'est pas cela qui lui fera pousser des mamelles<sup>18</sup>. »

---

Hors de ce cadre, ni la république en Russie, ni en général aucune transformation démocratique essentielle n'est « réalisable » sans une série de révolutions et ne saurait être solidement assurée sans le socialisme. P. Kievski n'a rien, absolument rien compris aux rapports entre l'impérialisme et la démocratie,

Comme ils ont dû se tromper, les ouvriers russes qui essayèrent d'instaurer la république en 1905 : car le capital financier s'était déjà mobilisé contre elle en France, en Angleterre et ailleurs, et son « épée de Damoclès » pouvait « à chaque minute » la décapiter si elle était apparue !

<sup>18</sup> Voir F. Engels, **Anti-Dühring**, Éditions Sociales, Paris 1956, p. 74.- P. 58.

C'est dire qu'on ne peut proclamer « uns » que des choses, des propriétés, des phénomènes, des actions qui sont uns dans la réalité objective.

Notre auteur n'a oublié que ce « détail » !

Il aperçoit notre « dualisme » premièrement, dans le fait que nous exigeons au premier chef, de la part des ouvriers des nations opprimées, autre chose - il ne s'agit ici que de la question nationale - que ce que nous exigeons des ouvriers appartenant aux nations oppressives.

Pour vérifier si le « monisme » de P. Kievski n'est pas, en l'occurrence, le « monisme » de Dühring, il faut examiner ce qui se passe dans la réalité objective.

La situation réelle des ouvriers est-elle identique, du point de vue de la question nationale, suivant qu'ils appartiennent à des nations oppressives ou à des nations opprimées ?

Non, elle n'est pas identique.

**1) Économiquement**, la différence est que des parties de la classe ouvrière des pays oppresseurs profitent des miettes du sur profit que réalisent les bourgeois des nations oppressives en écorchant deux fois plutôt qu'une les ouvriers des nations opprimées. En outre, les données économiques attestent que le pourcentage aies ouvriers passant dans la « maîtrise » est plus important parmi les ouvriers des nations oppressives que parmi ceux des nations opprimées, qu'un pourcentage plus grand des premiers s'élève au niveau de l'aristocratie ouvrière<sup>19</sup>. C'est un fait. Les ouvriers de la nation oppressive sont jusqu'à un certain point les complices de leur bourgeoisie dans la spoliation par celle-ci des ouvriers (et de la masse de la population) de la nation opprimée.

**2) Politiquement**, la différence est que les ouvriers des nations oppressives occupent une situation privilégiée dans toute une série de domaines de la vie politique, par rapport aux ouvriers de la nation opprimée.

**3) Idéologiquement** ou spirituellement, la différence est que les ouvriers des nations oppressives sont toujours éduqués par l'école et par la vie dans le mépris ou le dédain pour les ouvriers des nations opprimées. C'est ce qu'a éprouvé, par exemple, tout Grand-Russe qui a grandi ou vécu parmi les Grands-Russes.

Ainsi, dans la réalité objective, il y a une différence sur toute la ligne, c'est-à-dire que le « dualisme » s'affirme dans le monde objectif, indépendant de la volonté et de la conscience des individus.

Comment considérer, après cela, les paroles de P. Kievski sur « l'action moniste de l'Internationale » ?

C'est une phrase creuse et sonore, et rien de plus.

Pour que l'action de l'Internationale, qui se compose pratiquement d'ouvriers divisés en ouvriers appartenant à des nations oppressives et à des nations opprimées, soit unie, il est nécessaire que la propagande soit faite d'une façon non identique dans l'un et l'autre cas : voilà comment il faut raisonner du point de vue du « monisme » véritable (et non accommodé à la sauce Dühring), du point de vue du matérialisme de Marx !

---

<sup>19</sup> Voir, par exemple, le livre anglais de Hourwich sur l'immigration et la situation de la classe ouvrière en Amérique. (Immigration and Labor.)

Un exemple ? Nous avons déjà cité (il y a plus de deux ans, dans la presse légale !) l'exemple de la Norvège, et personne n'a essayé de nous réfuter. Dans ce cas concret tiré de la vie, l'action des ouvriers norvégiens et suédois a été «moniste», unie, internationaliste, uniquement parce que et pour autant que les ouvriers suédois défendaient inconditionnellement la liberté de séparation de la Norvège et que les ouvriers norvégiens posaient c o n d i t i o n n e l l e m e n t la question de cette séparation.

Si les ouvriers suédois n'avaient pas été inconditionnellement pour la liberté de séparation des Norvégiens, ils auraient été des chauvins, des complices du chauvinisme des grands propriétaires fonciers suédois qui voulaient «garder» la Norvège par la force, par la guerre. Si les ouvriers norvégiens n'avaient pas posé conditionnellement la question de la séparation, c'est-à-dire de telle sorte que même les membres du parti social-démocrate pouvaient voter et faire de la propagande contre la séparation, ils auraient enfreint leur devoir d'internationalistes et seraient tombés dans un nationalisme norvégien étroit, bourgeois. Pourquoi ? Parce que c'est la bourgeoisie, et non le prolétariat, qui accomplissait la séparation ! Parce que la bourgeoisie norvégienne (comme toute autre bourgeoisie) s'efforce toujours de semer la division entre les ouvriers de son pays et ceux d'un pays « étranger » ! Parce que toute revendication démocratique (y compris la libre disposition) est subordonnée, pour les ouvriers conscients, aux intérêts supérieurs du socialisme. Si, par exemple, la séparation de la Norvège d'avec la Suède avait signifié, certainement ou probablement, la guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne, les ouvriers norvégiens auraient dû, pour cette raison, être contre la séparation. Quant aux ouvriers suédois, ils auraient alors eu le droit et la possibilité, sans cesser d'être des socialistes, de faire de l'agitation contre la `séparation, u n i q u e m e n t dans le cas où ils auraient systématiquement, méthodiquement, constamment, lutté contre le gouvernement suédois pour la liberté de séparation de la Norvège. Dans le cas contraire, les ouvriers norvégiens et le peuple norvégien n'auraient pas cru et n'auraient pas pu croire à la sincérité du conseil des ouvriers suédois.

Tout le malheur, pour les adversaires de la libre disposition, provient de ce qu'ils se contentent d'abstractions mortes et craignent d'analyser jusqu'au bout ne serait-ce qu'un seul exemple concret tiré de la vie réelle. L'indication concrète, figurant dans nos thèses, selon laquelle un nouvel État polonais est parfaitement « réalisable » à présent, une fois assuré un certain ensemble de conditions exclusivement militaires, stratégiques<sup>20</sup>, n'a rencontré d'objections ni de la part des Polonais, ni de celle de P. Kievski. Mais personne n'a voulu réfléchir à ce qui découle de cette reconnaissance tacite de la justesse de notre point de vue. Or, il en découle nettement que la propagande des internationalistes ne saurait être identique parmi les Russes et parmi les Polonais, si elle entend éduquer les uns et les autres en vue d'une « action unie ». L'ouvrier grand russe (et allemand) est tenu d'être inconditionnellement pour la liberté de séparation de la Pologne, car autrement il est en fait, à présent, un laquais de Nicolas II ou de Hindenburg. L'ouvrier polonais ne pourrait être pour la séparation

---

<sup>20</sup> Voir V. Lénine, Œuvres, tome 22, La révolution socialiste et le droit des nations à disposées d'elles-mêmes. (N. R.)

q u e conditionnellement, car spéculer (comme les **fracs**<sup>21</sup>) sur la victoire de telle ou telle bourgeoisie impérialiste signifie devenir son laquais. Ne pas comprendre cette différence, qui est la condition de « l'action moniste » de l'Internationale, revient à ne pas comprendre pourquoi, pour une « action moniste » contre l'armée tsariste, par exemple, devant Moscou, les troupes révolutionnaires devraient, de Nijni-Novgorod marché vers l'ouest et de Smolensk, vers l'est.

En second lieu, notre nouvel adepte du monisme de Dühring nous reproche de ne pas nous préoccuper du « rassemblement le plus étroit possible des différentes sections nationales de l'Internationale, sur le plan de l'organisation », lors de la révolution socialiste.

En régime socialiste, la libre disposition n'a pas de raison d'être, écrit P. Kievski, car alors l'État disparaît. Voilà qui est écrit avec la prétention de nous réfuter ! Mais nous précisons clairement en trois lignes - les trois dernières lignes du premier paragraphe de nos thèses - que la « démocratie est aussi une forme d'État, qui devra disparaître lorsque l'État aura lui-même disparu ». C'est précisément cette vérité que P. Kievski répète pour nous « réfuter », bien entendu ! - en plusieurs pages de son paragraphe c (chapitre I), non sans la dénaturer. « Nous concevons, écrit-il, et nous avons toujours conçu le régime socialiste comme un système économique centralisé d'une façon rigoureusement démocratique (! ! ?), où l'État disparaît en tant qu'appareil de domination d'une partie de la population sur l'autre. » C'est de la confusion, car la

---

<sup>21</sup> On appelait **fracs** l'aile droite du Parti socialiste polonais (P.S.P.), parti nationaliste petit-bourgeois, fondé en

1892. Ayant mis à la base de son programme la lutte pour une Pologne indépendante, le P.S.P. menait une propagande nationaliste, séparatiste parmi les ouvriers polonais, en s'efforçant de les détourner de leur lutte commune avec les ouvriers russes contre l'autocratie et le capitalisme. Sous l'influence de la première révolution en Russie, le P.S.P. (en 1906) se scinda en deux fractions : la « levitsa » (l'aile gauche) et la « pravitsa » du P.S.P. (les fracs). Au cours de la première guerre mondiale la plus grande partie de l'aile gauche du P.S.P. prit une position internationaliste et, en décembre 1918, fusionna au sein de la S.D.P. et L. ; les deux partis fusionnés formèrent le Parti ouvrier communiste de Pologne (dénomination du Parti communiste polonais jusqu'en 1925). La « pravitsa », la droite du P.S.P., au cours de la première guerre mondiale pratiqua une politique nationale chauvine ; elle organisa les légions polonaises qui combattirent aux côtés de l'impérialisme austro-allemand ! Avec la formation de l'État bourgeois polonais, la droite du P.S.P. reprit le nom de P.S.P. Ayant accédé au gouvernement, elle remit le pouvoir à la bourgeoisie polonaise et fit par la suite systématiquement une propagande anti-soviétique et anticommuniste, prit position en faveur de la politique d'agression contre le pays des Soviets, de la politique de conquête et d'oppression coloniale de l'Ukraine-Ouest et de la Biélorussie-Ouest. Après le coup de force fasciste de Pilsudski (mai 1926), le P.S.P. se trouvait nominalement dans l'opposition, mais en fait collaborait avec les fascistes et poursuivait sa propagande anti-soviétique.

Au cours de la deuxième guerre mondiale le **P.S.P.** subit une nouvelle scission. Sa partie réactionnaire, chauvine, qui prit le nom de « Wolnosć, rownosc, niepodleglosc » (liberté, égalité, indépendance), W.R.N., collaborait avec les fascistes et participa au gouvernement réactionnaire des émigrés polonais à Londres. L'autre partie, l'aile gauche du P.S.P., qui se donna le nom de « Parti ouvrier des socialistes polonais » (P.O.S.P.), influencée par le Parti ouvrier polonais (P.O.P.), fondé en 1942, s'intégra au front uni de lutte contre les occupants hitlériens, engagea la lutte pour la libération de la Pologne du joug fasciste et prit position en faveur de l'établissement de relations d'amitié avec l'U.R.S.S.

En 1944, après la libération de l'Est de la Pologne du joug de l'occupation allemande et la constitution d'un

Comité polonais pour la libération nationale, le P.O.S.P. reprit le nom de P.S.P. et avec le P.O.P. participa à l'édification de la Pologne démocratique populaire. En décembre 1948, le P.O.P. et le P.S.P. fusionnèrent pour

former le Parti ouvrier unifié de Pologne (le P.O.U.P.). - P. 61.

démocratie est aussi la domination « d'une partie de la population sur l'autre », c'est aussi un État. L'auteur n'a manifestement pas compris en quoi consiste le dépérissement de l'État après la victoire du socialisme et quelles sont les conditions de ce processus.

Mais l'essentiel, ce sont ses « objections » concernant l'époque de la révolution sociale. Après nous avoir pris à partie par l'appellation terrible de « talmudistes de la libre disposition », l'auteur écrit : « Ce processus (la révolution sociale), nous le concevons comme l'action unie des prolétaires de tous (H) les pays, détruisant les frontières de l'État bourgeois (!!), arrachant les poteaux-frontières » (indépendamment de la « destruction des Frontières» ?), « faisant éclater (!!)

la communauté nationale et instituant la communauté de classe.» Il y a là, n'en déplaise au juge sévère des « talmudistes », beaucoup de phrases et point de « pensée».

La révolution sociale ne peut être l'action unie des prolétaires de tous les pays pour la raison bien simple que la majorité des pays et la majorité de la population du globe n'en sont même pas encore au stade capitaliste de développement ou ne se trouvent qu'au début de ce stade. Nous l'avons indiqué au paragraphe 6 de nos thèses, et P. Kievski, tout simplement par inattention ou par incapacité de penser, « n'a pas remarqué » que si nous avons introduit ce paragraphe, ce n'est pas pour rien, mais justement pour réfuter les déformations caricaturales du marxisme. Seuls les pays avancés d'Occident et d'Amérique du Nord sont mûrs pour le socialisme, et P. Kievski peut lire dans une lettre d'Engels à Kautsky (Le Recueil du Social-Démocrate)<sup>22</sup> une illustration concrète de la «conception » - réelle et non pas seulement annoncée - selon laquelle rêver de « l'action unie des prolétaires de tous les pays » signifie renvoyé le socialisme aux calendes grecques, c'est-à-dire à « jamais».

Le socialisme sera réalisé par l'action unie des prolétaires, non pas de tous les pays, mais d'une minorité de pays, parvenus au stade de développement du capitalisme avancé. C'est l'incompréhension de ce point qui a provoqué l'erreur de P. Kievski. Dans ces pays avancés (Angleterre, France, Allemagne, etc.), la question nationale est résolue depuis longtemps, la communauté nationale est depuis longtemps dépassée ; il n'y a pas o b j e c t i v e m e n t de « tâches nationales d'ensemble ». Voilà pourquoi c'est seulement dans ces pays qu'il est possible de « faire éclater » dès à présent la communauté nationale et d'instituer la communauté de classe.

Il en va autrement dans les pays non développés, dans les pays que nous avons classés (au paragraphe 6 de nos thèses) dans les 2e et 3e rubriques, c'est-à-dire dans tout l'Est de l'Europe et dans toutes les colonies et semi-colonies. Là existent encore, en règle générale, des nations opprimées et non développées au point de vue capitaliste. Dans ces nations, il existe encore objectivement des tâches nationales d'ensemble, plus précisément des tâches démocratiques, consistant à renverser le joug d'une nation étrangère.

C'est précisément comme le modèle de ces nations, qu'Engels cite l'Inde en disant qu'elle peut faire la révolution contre le socialisme victorieux, car Engels était loin de

---

<sup>22</sup> Il s'agit de la lettre d'Engels à Kautsky en date du 12 septembre 1882. Lénine cite cette lettre dans son article « Bilan d'une discussion sur la libre disposition » (voir œuvres, tome 22), publiée pour la première fois dans le n°1 (octobre 1916), du Recueil du Social-démocrate.- P. 63.

cet « ékonomisme impérialiste » ridicule qui s'imagine qu'ayant triomphé dans les pays avancés, le prolétariat anéantira partout l'oppression nationale « en un tournemain », sans des mesures démocratiques déterminées.

Le prolétariat victorieux réorganisera les pays dans lesquels il aura triomphé. On ne peut faire cela d'emblée, et on ne peut pas non plus « vaincre » la bourgeoisie d'emblée. Nous avons souligné à dessein ce point dans nos thèses, et P. Kievski, une fois de plus, n'a pas réfléchi à la raison pour laquelle nous insistons là-dessus à propos de la question nationale.

Pendant que le prolétariat des pays avancés renverse la bourgeoisie et repousse ses tentatives contre-révolutionnaires, les nations non développées et opprimées n'attendent pas, ne cessent pas de vivre, ne disparaissent pas. Si elles profitent d'une crise de la bourgeoisie impérialiste même tout à fait bénigne par rapport à la révolution sociale, comme la guerre de 1915-1916 - pour se révolter (les colonies, l'Irlande)<sup>23</sup> il ne fait aucun doute qu'elles profiteront à plus forte raison, dans le même but, de la grande crise de la guerre civile dans les pays avancés.

La révolution sociale ne peut se produire autrement que sous la forme d'une époque alliant la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie dans les pays avancés à toute une série de mouvements démocratiques et révolutionnaires, y compris des mouvements de libération nationale, dans les nations non développées, retardataires et opprimées.

Pourquoi ? Parce que le capitalisme se développe de façon inégale, et que la réalité objective nous montre, à côté des nations capitalistes hautement évoluées, toute une série de nations très faiblement et pas du tout développées au point de vue économique. P. Kievski n'a absolument pas réfléchi aux conditions objectives de la révolution sociale du point de vue de la maturité économique des différents pays, de sorte que son reproche selon lequel nous « inventerions » les endroits où l'on pourrait appliquer la libre disposition fait vraiment penser à l'histoire de celui qui fait pénitence sur le dos des autres.

P. Kievski répète à maintes reprises, avec un zèle digne d'un meilleur sort, des citations de Marx et d'Engels sur le thème suivant : nous ne devons pas « sortir de notre cerveau, mais découvrir par notre cerveau dans les conditions matérielles existantes » les moyens de délivrer l'humanité de tels ou tels fléaux sociaux. En lisant ces citations répétées, je ne puis m'empêcher d'évoquer ces « économistes » de triste mémoire qui, d'une façon tout aussi ennuyeuse -- remâchaient leur « nouvelle découverte » sur la victoire du capitalisme en Russie. P. Kievski veut nous « épater » par ses citations, car nous sortirions, paraît-il, de notre cerveau les conditions de mise en pratique de la libre disposition des nations à l'époque de l'impérialisme ! Mais nous lisons chez ce même P. Kievski l'« imprudent aveu » suivant :

---

<sup>23</sup> Allusion à l'insurrection irlandaise en avril 1916, déclenchée par les ouvriers et la petite bourgeoisie de ce pays sous le mot d'ordre d'indépendance de l'Irlande. L'insurrection fut provoquée par l'effervescence des grandes masses populaires devant la politique colonialiste du gouvernement britannique qui avait ajourné la promulgation de la loi sur le self-government modéré de l'Irlande dans le cadre de l'Empire britannique (home rule). Outre Dublin, les insurgés avaient pris possession de l'Hôtel des postes, de la gare, de nombre de bâtiments administratifs, avaient proclamé la république d'Irlande et formé le gouvernement provisoire, l'insurrection gagna les villes d'Athenry, d'Enniscorthy, etc.

À la suite de batailles de rue acharnées à Dublin, qui durèrent sept jours, l'insurrection fut écrasée sans merci par les impérialistes anglais.- P. 64.

*« Le seul fait que nous soyons contre (les italiques sont de l'auteur) la défense de la patrie montre d'une façon plus qu'évidente que nous nous opposerons activement à l'écrasement de toute insurrection nationale, car nous lutterons ainsi contre notre ennemi mortel : l'impérialisme »*

(Chap. II, paragraphe c, de l'article de P. Kievski).

On ne peut critiquer un auteur connu, on ne peut lui répondre, si l'on ne cite entièrement ne serait-ce que les principales thèses de son article. Mais dès que l'on cite intégralement ne serait-ce qu'une seule thèse de P. Kievski, il apparaît toujours que n'importe laquelle de ses phrases contient 2-3 erreurs ou affirmations irréfléchies qui dénaturent le marxisme !

**1)** P. Kievski n'a pas remarqué que l'insurrection nationale, c'est aussi la « défense de la patrie » ! Or, le moindre effort de réflexion démontrera à tout un chacun que c'est bien le cas, car toute « nation insurgée » « se défend » contre une nation oppressive, défend sa langue, son territoire, sa patrie.

Toute oppression nationale provoque une riposte dans les larges masses du peuple, et toute riposte d'une population nationale opprimée tend à prendre la forme d'une insurrection nationale.

Si nous constatons fréquemment (notamment en Autriche et en Russie) que la bourgeoisie des nations opprimées ne fait que bavarder sur l'insurrection nationale et passe en fait des arrangements réactionnaires avec la bourgeoisie de la nation oppressive à l'insu de son peuple et contre lui, la critique des marxistes révolutionnaires doit être dirigée, dans ces cas, non pas contre le mouvement de libération nationale, mais contre son abâtardissement, son avilissement, sa dégénérescence en une prise de bec dérisoire. Soit dit en passant, très nombreux sont les social-démocrates autrichiens et russes qui oublient cela et chez qui la haine légitime des chamailleries nationales mesquines, viles, dérisoires dans le genre des discussions et des bagarres sur le point de savoir en quelle langue le nom d'une rue doit être inscrit dans la partie supérieure de la plaque, et en quelle langue dans le bas - devient un refus de soutenir la lutte nationale. Nous ne « soutiendrons » pas la comédie des gens qui jouent à instaurer la république dans quelque principauté de Monaco ou les aventures « républicaines » des « généraux » des petits États de l'Amérique du Sud ou d'une île perdue dans l'océan Pacifique, mais il ne s'ensuit pas qu'on puisse oublier le mot d'ordre de la république lorsqu'il s'agit de mouvements démocratiques et socialistes dignes de ce nom. Nous ridiculisons et devons ridiculiser les chamailleries nationales dérisoires et le maquignonnage national autour des nations en Russie et en Autriche, mais il ne s'ensuit pas qu'on puisse refuser de soutenir une insurrection nationale ou toute lutte sérieuse dressant l'ensemble d'un peuple contre l'oppression nationale.

**2)** Si les insurrections nationales sont impossibles à l'« époque impérialiste », P. Kievski n'a pas le droit d'en parler. Si elles sont possibles, toutes ses phrases sempiternelles sur le « monisme », sur le fait que nous « inventerions » des exemples de libre disposition à l'époque de l'impérialisme, etc., etc.,- tout cela se dissipe en fumée. P. Kievski se fustige lui-même.

Si « nous » « nous opposons activement à l'écrasement » d'une « insurrection nationale », éventualité admise par P. Kievski « I u i - m ê m e », qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie que l'action est double, « dualiste » pour employer un terme philosophique aussi mal à propos que le fait notre auteur.

(a) En premier lieu, une « action » du prolétariat et de la paysannerie nationalement opprimés, de concert avec la bourgeoisie nationalement opprimée, contre la nation oppressive ;

(b) en second lieu, une « action » du prolétariat ou de sa partie consciente, dans la nation oppressive, contre la bourgeoisie et tous les éléments de la nation oppressive qui la suivent.

Le déluge de phrases contre le « bloc national » et les « illusions » nationales, contre le « venin » du nationalisme, contre « l'exacerbation de la haine nationale », et autres phrases semblables débitées par P. Kievski, ne sont finalement que des sornettes, car en conseillant au prolétariat des pays oppresseurs (n'oublions pas que l'auteur considère ce prolétariat comme une force importante) « de s'opposer activement à l'écrasement de l'insurrection nationale », l'auteur exacerbe par-là même la haine nationale, et s o u t i e n t par-là même le « bloc avec la bourgeoisie » des ouvriers des pays opprimés.

**3)** Si les insurrections nationales sont possibles à l'époque de l'impérialisme, les guerres nationales le sont aussi. Il n'y a aucune différence notable entre les unes et les autres sur le plan politique. Les historiens militaires des guerres ont parfaitement raison de classer les insurrections parmi les guerres. Faute d'avoir réfléchi, P. Kievski ne s'est pas seulement fustigé lui-même, mais a fustigé aussi Junius<sup>24</sup> et le groupe « l'Internationale », qui nie la possibilité des guerres nationales à l'époque de l'impérialisme. Or, cette négation est le seul fondement théorique concevable du point de vue qui nie la libre disposition des nations à l'époque de l'impérialisme.

**4)** En effet, qu'est-ce qu'une insurrection « nationale » ? C'est une insurrection qui vise à instaurer l'indépendance politique d'une nation opprimée, c'est-à-dire à créer un État national qui lui soit propre.

Si le prolétariat de la nation oppressive est une force importante (comme le suppose et doit le supposer l'auteur pour l'époque de l'impérialisme), la volonté de ce prolétariat de « s'opposer activement à l'écrasement de l'insurrection nationale » n'est-elle pas une contribution à la création d'un État national à part ? Si, bien sûr !

Notre vaillant négateur de la « possibilité de réalisation » de la libre disposition en est arrivé à soutenir que le prolétariat conscient des pays avancés doit contribuer à la réalisation de cette mesure « irréalisable » !

**5)** Pourquoi devons-« nous » « nous opposer activement » à l'écrasement de l'insurrection nationale ? P. Kievski n'avance qu'un seul argument : « car nous lutterons ainsi contre notre ennemi mortel : « l'impérialisme ». Toute la force de cet argument se réduit au mot fort : « mortel », conformément à l'habitude qu'à l'auteur de remplacer la force des arguments par la force de formules vigoureuses et ronflantes, telles que : « enfonçons un pieu dans le corps palpitant de la bourgeoisie » et autres perles semblables dans l'esprit d'Alexinski.

---

<sup>24</sup> Junius : Rosa Luxembourg.- P. 67.

Mais cet argument de P. Kievski est inexact. L'impérialisme est notre ennemi tout aussi « mortel » que le capitalisme. C'est juste. Toutefois, aucun marxiste n'oubliera que le capitalisme est un progrès par rapport au féodalisme, et l'impérialisme par rapport au capitalisme pré monopoliste. Nous n'avons donc pas le droit de soutenir n'importe quelle lutte contre l'impérialisme. Nous ne soutiendrons pas la lutte des classes réactionnaires contre l'impérialisme, nous ne soutiendrons pas l'insurrection des classes réactionnaires contre l'impérialisme et le capitalisme.

Ainsi donc, si l'auteur reconnaît la nécessité d'aider l'insurrection des nations opprimées (« s'opposer activement » à l'écrasement signifie aider l'insurrection), il reconnaît par là le caractère progressif de l'insurrection nationale, le caractère progressif, si cette insurrection aboutit à un succès, de la formation d'un nouvel État, de l'établissement de nouvelles frontières, etc.

L'auteur n'arrive littéralement pas à retomber sur ses pieds dans aucun de ses raisonnements politiques !

L'insurrection irlandaise de 1916, qui a eu lieu après la publication de nos thèses dans le N° 2 du Vorbote a démontré, soit dit en passant, que nous n'avons pas parlé en l'air de la possibilité d'insurrections nationales même en Europe !

## **6. Les autres questions politiques abordées et dénaturées par P. Kievski**

Nous avons déclaré dans nos thèses que la libération des colonies n'est rien d'autre que la libre disposition des nations. Les Européens oublient souvent que les peuples coloniaux sont aussi des nations, mais tolérer un tel « oubli », c'est tolérer le chauvinisme.

P. Kievski « réplique » :

*« Il n'y a pas de prolétariat au sens propre du mot » dans les colonies de type pur (fin du paragraphe c du chapitre II).*

*« Pour qui donc alors demander la « libre disposition »? Pour la bourgeoisie coloniale ? Pour les fellahs ? Pour les paysans ? Non, bien sûr. En ce qui concerne les colonies, les socialistes (les italiques sont de P. Kievski) commettraient une absurdité en proclamant le mot d'ordre de la libre disposition, car il est absurde, d'une façon générale, de proclamer les mots d'ordre d'un parti ouvrier pour les pays où il n'y a pas d'ouvriers. »*

Si terrible que soit le courroux de P. Kievski lorsqu'il qualifie notre point de vue « d'absurde », nous prendrons néanmoins l'audace de lui faire remarquer respectueusement que ses conclusions sont erronées. Seuls les « économistes » de triste mémoire pensaient que les « mots d'ordre d'un parti ouvrier » étaient proclamés exclusivement à l'intention des ouvriers<sup>25</sup>. Non, ces mots d'ordre sont proclamés pour l'ensemble de la population laborieuse, pour le peuple tout entier. Dans la partie démocratique de notre programme, à l'importance de laquelle P. Kievski n'a « pas du tout » réfléchi, nous nous adressons spécialement au peuple tout entier, et c'est pourquoi nous y parlons du « peuple »<sup>26</sup>

<sup>25</sup> Nous conseillons à P. Kievski de relire les écrits de Martynov et Cie de la période 1899-1901. Il y retrouvera beaucoup de « ses » arguments.

<sup>26</sup> Certains étranges adversaires de la « libre disposition des nations » nous opposent cet argument que les « nations » sont divisées en classes ! Nous indiquons habituellement à ces

Nous avons classé parmi les peuples coloniaux et semi-coloniaux 1 000 millions d'habitants, et P. Kievsk ne s'est pas donné la peine de réfuter cette déclaration éminemment concrète. Sur ces 1 000 millions d'habitants, plus de 700 millions (la Chine, l'Inde, la Perse, l'Égypte) appartiennent à des pays où il y a des ouvriers. Mais même pour les pays coloniaux qui n'ont pas d'ouvriers, où il n'y a que des propriétaires d'esclaves et des esclaves, etc., la proclamation de la « libre disposition, » loin d'être une absurdité, est au contraire une obligation pour tous les marxistes. S'il y réfléchit un peu, P. Kievski le comprendra probablement, tout comme il comprendra aussi que la « libre disposition » est toujours proclamée « pour » les deux nations : l'opprimée et l'oppressive.

Autre « réplique » de P. Kievski :

*« Aussi nous bornons-nous, en ce qui concerne les colonies, à un mot d'ordre négatif, c'est-à-dire à la revendication : « Hors des colonies ! », Présentée par les socialistes à leurs gouvernements. Cette revendication, qui n'est pas réalisable dans le cadre du capitalisme, exacerbe la lutte contre l'impérialisme, mais ne contredit pas le développement, car la société socialiste ne possédera pas de colonies. »*

L'inaptitude ou la répugnance de l'auteur à réfléchir si peu que ce soit au contenu théorique des mots d'ordre politiques est franchement stupéfiante ! Les choses seront-elles changées du fait qu'au lieu d'un terme politique théoriquement précis nous emploierons une phrase d'agitation ? Dire « Hors des colonies ! », c'est précisément se dérober à l'analyse théorique sous le couvert d'une phrase d'agitation ! Tout agitateur de notre Parti, parlant de l'Ukraine, de la Pologne, de la Finlande, etc., a le droit de dire au tsarisme (« à son propre gouvernement ») : « Hors de la Finlande!, etc. », mais un agitateur avisé comprendra qu'on ne peut proclamer de mots d'ordre positifs ou négatifs uniquement à des fins « d'exacerbation ». Seuls des gens de l'acabit d'Alexinski pouvaient prétendre que le mot d'ordre « négatif » : « Hors de la Douma noire ! » se justifiait par le désir d'« exacerber » la lutte contre un certain mal bien connu.

L'exacerbation de la lutte est une phrase creuse de subjectivistes qui oublient que le marxisme exige, pour la justification de tout mot d'ordre, une analyse précise à la fois de la réalité économique, de la situation politique et de la portée politique du mot d'ordre considéré. Il est gênant d'avoir à rabâcher tout cela, mais qu'y faire quand on nous y oblige ?

Rompre une discussion théorique sur une question théorique par des cris d'agitateur, c'est l'habitude d'Alexinski et nous la connaissons bien, mais elle ne vaut pas cher. Le contenu politique et économique du mot d'ordre « Hors des colonies ! » se ramène exclusivement à ceci : Liberté de séparation pour les nations coloniales, liberté de former un État séparé ! Si les lois générales de l'impérialisme font obstacle, comme le pense P. Kievski, à la libre disposition des nations, si elles en font une utopie, une illusion, etc., etc., comment peut-on, sans réfléchir, établir une exception à ces lois générales pour la majorité des nations du monde ? Il est évident que la « théorie » de P. Kievski est une caricature de théorie.

La production marchande et le capitalisme, ainsi que les éléments de liens du capital financier, existent dans l'immense majorité des pays coloniaux. Comment peut-on

---

marxistes grotesques que la partie démocratique de notre programme parle de l'« autocratie du peuple ».

appeler les États, les gouvernements des pays impérialistes, à se retirer « hors des colonies » si, du point de vue de la production marchande, du capitalisme et de l'impérialisme, c'est une revendication « antiscientifique », « utopique » et « réfutée » par **Lensch** lui-même, par Cunow, etc.?

Pas une ombre de pensée dans les raisonnements de l'auteur !

Que la libération des colonies soit « irréalisable » uniquement en ce sens qu'elle est « irréalisable sans une série de révolutions », l'auteur n'y a pas pensé. Qu'elle soit réalisable en liaison avec la révolution socialiste en Europe, il n'y a pas pensé. Que « la société socialiste ne possédera pas » non seulement de colonies, mais de nations opprimées en général, il n'y a pas pensé. Qu'il n'y ait pas de différence économique et politique entre la « possession » par la Russie de la Pologne ou du Turkestan dans la question qui nous intéresse, il n'y a pas pensé. Que la « société socialiste » veuille se retirer « hors des colonies » uniquement en ce sens qu'elle leur octroiera le droit de se séparer librement, mais nullement en ce sens qu'elle leur recommandera de se séparer, il n'y a pas pensé.

Pour cette distinction entre le droit à la séparation et la question de savoir si nous recommandons la séparation, P. Kievski nous traite de « prestidigitateurs » et, désireux de « justifier scientifiquement » son raisonnement devant les ouvriers, il écrit :

« *Que pensera l'ouvrier qui, demandant à un propagandiste quelle doit être l'attitude d'un prolétaire en ce qui concerne le particularisme* » (c'est-à-dire l'indépendance politique de l'Ukraine), « s'entendra répondre : les socialistes cherchent à obtenir le droit de séparation et font de la propagande contre la séparation? »

Je pense pouvoir donner une réponse assez précise à cette question. La voici : je suppose que tout ouvrier avisé pensera que P. Kievski ne sait pas penser.

Tout ouvrier avisé « pensera » : au fait, ce même P. Kievski nous apprend à nous ouvriers, à crier : « Hors des colonies ! » Par conséquent, nous, ouvriers grands-russes, devons sommer notre gouvernement d'évacuer la Mongolie, le Turkestan, la Perse, etc., les ouvriers anglais doivent sommer le gouvernement anglais d'évacuer l'Égypte, l'Inde, la Perse, etc. Est-ce à dire que nous, prolétaires, voulons nous séparer des ouvriers et des fellahs égyptiens, des ouvriers et des paysans de Mongolie ou du Turkestan ou de l'Inde? Est-ce à dire que nous conseillons aux masses laborieuses des colonies de « se séparer » du prolétariat européen conscient ? Il n'en est rien. Nous avons toujours été, nous sommes et nous serons toujours pour le rapprochement le plus étroit et la fusion des ouvriers conscients des pays avancés avec les ouvriers, les paysans, les esclaves de tous les pays opprimés. Nous avons toujours conseillé et nous conseillerons toujours à toutes les classes opprimées de tous les pays opprimés, y compris les colonies, de ne pas se séparer de nous, mais de se rapprocher de nous en vue de la fusion la plus étroite possible.

Si nous exigeons de nos gouvernements qu'ils évacuent les colonies c'est-à-dire, pour ne pas user d'un slogan d'agitation, mais d'une expression politique précise, qu'ils accordent aux colonies la liberté complète de séparation, le droit effectif à la libre disposition, - si nous entendons réaliser nous-mêmes à coup sûr ce droit et accorder cette liberté dès que nous aurons conquis le pouvoir, précisons que nous l'exigeons

du gouvernement actuel et que nous le ferons quand nous serons nous-mêmes le gouvernement nullement pour « recommander » la séparation, mais au contraire pour faciliter et accélérer le rapprochement et la fusion démocratique des nations. Nous déploierons tous nos efforts pour nous rapprocher des Mongols, des Persans, des Indiens, des Égyptiens et fusionner avec eux ; nous considérons qu'il est de notre devoir et de notre intérêt de le faire, sinon le socialisme sera f r a g i l e en Europe. Nous nous efforcerons d'accorder une « aide culturelle désintéressée », selon la belle ex- pression des social-démocrates polonais, à ces peuples plus retardataires et plus opprimés que nous, c'est-à-dire que nous les aiderons à apprendre l'usage des machines, à alléger leur travail, à passer à la démocratie, au socialisme.

Si nous revendiquons la liberté de séparation pour les Mongols, les Persans, les Égyptiens et pour toutes les nations opprimées et lésées dans-leurs droits sans exception, ce n'est nullement parce que nous sommes pour leur séparation, mais seulement parce que nous sommes pour le rapprochement et la fusion libres, de plein gré, et non sous la contrainte. Uniquement pour cela !

Et, à cet égard, l'unique différence entre le paysan mongol ou égyptien et l'ouvrier et le paysan polonais ou finlandais est, selon nous, que ces derniers sont des gens hautement cultivés, plus avancés en politique que les Grands Russes, mieux préparés économiquement, etc., et que pour cette raison, ils convaincront à coup sûr très rapidement leurs peuples - qui à présent haïssent légitimement les Grands-Russes pour le rôle de bourreau qu'ils jouent à leur égard,- qu'il est absurde d'étendre cette haine aux ouvriers socialistes et à la Russie socialiste, que le calcul économique, de même que l'instinct et la conscience de l'internationalisme et du démocratisme, exigent dans l'immédiat le rapprochement et la fusion de toutes les nations au sein d'une société socialiste. Du fait que les Polonais et les Finlandais sont des gens hautement cultivés, ils se convaincront sans doute bien vite de la justesse de ce raisonnement, et la séparation de la Pologne et de la Finlande après la victoire du socialisme ne pourra être que très brève. Les fellahs, les Mongols, les Persans, dont la culture est de beaucoup inférieure, peuvent se séparer pour une période plus longue, que nous nous efforcerons de réduire, comme il a déjà été dit, par une aide culturelle désintéressée.

Il n'y a et il ne saurait y avoir aucune autre différence dans notre attitude envers les Polonais et les Mongols. Il n'y a et il ne saurait y avoir aucune « contradiction » entre, d'une part, la propagande de la liberté de séparation des nations et la ferme volonté de réaliser cette liberté lorsque nous serons le gouvernement, et, d'autre part, la propagande en faveur du rapprochement et de la fusion des nations. Voilà ce que « pensera », nous en sommes convaincus, tout ouvrier avisé, véritablement socialiste, véritablement internationaliste, au sujet de notre discussion avec P. Kievski<sup>27</sup>.

On retrouve tout au long de l'article de P. Kievski, comme un motif conducteur, cette perplexité fondamentale à quoi bon prôner et, lorsque nous serons au pouvoir,

---

<sup>27</sup> P. Kievski s'est visiblement contenté de répéter, à la suite de certains marxistes allemands et hollandais, le mot d'ordre : « Hors des colonies ! », sans réfléchir à son contenu théorique et à sa signification, pas plus qu'aux particularités concrètes de la Russie. Un marxiste hollandais ou allemand est excusable - jusqu'à un certain point - de s'arrêter au mot d'ordre : « Hors des colonies ! », car, premièrement, pour la plupart des pays d'Europe occidentale, un cas typique de l'oppression nationale est précisément l'oppression des colonies, et, deuxièmement, la notion de « colonie » est particulièrement claire, concrète, vivante dans ces pays.

réaliser la liberté de séparation des nations, puisque tout le développement tend vers la fusion des nations ? Pour la même raison, répondrons-nous, que nous prônerons et que, lorsque nous serons au pouvoir, nous réaliserons la dictature du prolétariat, bien que tout le développement tende à l'abolition de la domination par la violence d'une partie de la société sur l'autre. La dictature est la domination d'une partie de la société sur l'ensemble de cette dernière, domination, ajouterons-nous, qui s'appuie directement sur la violence. La dictature du prolétariat, en tant que seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, est nécessaire pour renverser la bourgeoisie et repousser ses tentatives contre-révolutionnaires.

La question de la dictature du prolétariat a une telle importance que quiconque la nie ou ne la reconnaît que verbalement ne saurait être membre du parti social-démocrate. Mais il n'est pas niable que dans certains cas, à titre exceptionnel, par exemple, dans un petit État, quand un grand État voisin a déjà accompli la révolution sociale, il puisse arriver que la bourgeoisie renonce pacifiquement au pouvoir, si elle a acquis la conviction que toute résistance est sans espoir et si elle préfère conserver ses têtes. Bien entendu, il est infiniment plus probable que même dans les petits États le socialisme ne se réalisera pas sans guerre civile, et c'est pourquoi l'unique programme de la social-démocratie internationale doit être la reconnaissance de cette guerre, bien que dans notre idéal il n'y ait pas de place pour la violence à l'égard des hommes. Le même raisonnement mutatis mutandis (avec les changements appropriés) -- est valable pour les nations. Nous sommes pour leur fusion, mais il est impossible actuellement de passer de la fusion imposée par la violence, des annexions, à la fusion volontaire sans la liberté de séparation.

Nous reconnaissons - et c'est parfaitement juste - la primauté du facteur économique, mais l'interpréter à la P. Kievski, c'est verser dans une caricature du marxisme. À l'époque de l'impérialisme moderne, même les trusts, même les banques, qui sont identiquement inévitables dans un régime capitaliste développé, ne sont pas identiques quant à la forme concrète qu'ils affectent dans les différents pays. D'autant moins identiques, malgré leur uniformité pour l'essentiel, sont les formes politiques dans les pays impérialistes, avancés, Amérique, Angleterre, France, Allemagne. La même diversité se manifesterait dans la voie que suivra l'humanité, de l'impérialisme actuel à la révolution socialiste de demain.

Toutes les nations viendront au socialisme, cela est inévitable, mais elles n'y viendront pas toutes d'une façon absolument identique, chacune apportera son originalité dans telle ou telle forme de démocratie, dans telle ou telle variété de dictature du prolétariat, dans tel ou tel rythme des transformations socialistes des différents aspects de la vie sociale. Rien n'est plus indigent au point de vue théorique et de plus ridicule au point de vue pratique que de se représenter à cet égard, « au nom du matérialisme historique », un avenir monochrome, couleur de grisaille : ce serait un barbouillage informe, et rien de plus.

---

Mais en Russie ? La Russie offre justement ceci de particulier qu'entre « nos » « colonies » et « nos » nations opprimées la différence est confuse, abstraite et dépourvue de vie. Autant un marxiste écrivant, par exemple, en allemand serait excusable d'oublier cette particularité de la Russie, autant ce n'est pas pardonnable à P. Kievski. Un socialiste russe désireux non seulement de répéter, mais aussi de penser, devrait comprendre qu'il serait particulièrement absurde en Russie de vouloir établir une différence tant soit peu importante entre les nations opprimées et les colonies.

Et même si la réalité montrait qu'avant la première victoire du prolétariat socialiste, 1/500e seulement des nations actuellement opprimées se libérerait et se séparerait, qu'avant la dernière victoire du prolétariat socialiste de notre globe (c'est-à-dire pendant les péripéties de la révolution socialiste en cours) on ne verra aussi se séparer que 1/500e des nations opprimées, et ce pour une période très courte, même alors nous aurions eu théoriquement et au point de vue pratique et politique raison de conseiller, dès à présent, aux ouvriers de ne pas laisser entrer dans leurs partis social-démocrates les socialistes des nations oppressives qui ne reconnaissent pas et ne prêchent pas la liberté de séparation de toutes les nations opprimées. Car, en réalité, nous ne savons pas et ne pouvons pas savoir le nombre des nations opprimées qui auront besoin en pratique de la séparation pour apporter leur obole à la diversité des formes de démocratie et des formes du passage au socialisme. Mais que la négation de la liberté de séparation soit à présent, sur toute la ligne, une falsification théorique et un service pratique rendu aux chauvins des nations oppressives, nous le savons, nous le voyons et nous le sentons chaque jour.

« Nous soulignons, écrit P. Kievski dans une note relative au passage que nous avons cité, que nous soutenons sans réserve la revendication : « Contre les annexions imposées par la violence »

Il ne répond rigoureusement rien à notre déclaration parfaitement précise affirmant que cette « revendication » équivaut à la reconnaissance de la libre disposition, qu'on ne peut définir correctement la notion d'« annexion » sans la ramener à la libre disposition ! Il estime sans doute que, dans une discussion, il suffit d'avancer des thèses et des revendications, sans les démontrer !

« D'une façon générale, poursuit-il, en ce qui concerne une série de revendications qui exacerbent la conscience du prolétariat contre l'impérialisme, nous les admettons entièrement dans leur formulation négative, car il est absolument impossible de leur donner une formulation positive adéquate en restant sur le terrain du régime existant. Contre la guerre, mais non pour une paix démocratique »

C'est faux - du premier mot jusqu'au dernier. L'auteur a lu notre résolution « le pacifisme et le mot d'ordre de paix » (pp. 44-45 de la brochure *Le socialisme et la guerre*)<sup>28</sup> et semble même l'avoir approuvée, mais il ne l'a manifestement pas comprise. Nous sommes pour une paix démocratique, et mettons seulement les ouvriers en garde contre l'argument fallacieux selon lequel elle serait possible avec les gouvernements bourgeois actuels, « sans une série de révolutions », ainsi qu'il est dit dans la résolution. Nous avons déclaré que c'était duper les ouvriers que de faire une propagande « abstraite » pour la paix c'est-à-dire une propagande qui ne tient pas compte de la nature de classe réelle -- plus précisément : de la nature impérialiste -- des gouvernements actuels des pays belligérants.

Nous avons déclaré nettement dans les thèses du journal *le Social-Démocrate* (n° 47) que notre Parti, si une révolution le portait au pouvoir alors que durerait encore la guerre actuelle, proposerait immédiatement une paix démocratique à tous les pays belligérants.<sup>29</sup>

---

<sup>28</sup> Voir V. Lénine, *Œuvres*, tome 21. (N.R.)

<sup>29</sup> Voir V. Lénine, *Œuvres*, tome 21, « Quelques thèses ». (N.R.)

Mais P. Kievski, en se persuadant lui-même et en persuadant les autres qu'il est « seulement » contre la libre disposition et nullement contre la démocratie en général, est allé jusqu'à dire que nous « ne sommes pas pour une paix démocratique ». N'est-ce pas plutôt étrange ?

Point n'est, besoin de s'arrêter à chacun des exemples suivants de P. Kievski, car il est inutile de perdre de la place pour réfuter des erreurs de logique aussi naïves, qui feront sourire n'importe quel lecteur. Il n'y a, il ne peut y avoir dans la social-démocratie aucun mot d'ordre « négatif », qui ne servirait qu'à « exacerber la conscience du prolétariat contre l'impérialisme » sans montrer en même temps par une réponse positive comment la social-démocratie résoudra la question correspondante quand elle sera au pouvoir. Un mot d'ordre « négatif » non rattaché à une solution positive déterminée, « n'exacerbe » pas, mais émousse la conscience car un tel mot d'ordre est du néant, un cri dans le vide, une déclamation sans substance.

La différence entre les mots d'ordre « niant » ou stigmatisant les tares politiques et ceux relatifs aux tares économiques à complètement échappé à P. Kievski. Cette différence est que certaines tares économiques sont inhérentes au capitalisme en général, quelles que soient les superstructures politiques dont il est coiffé, qu'anéantir ces tares sans anéantir le capitalisme est économiquement impossible et qu'on ne peut citer aucun exemple prouvant le contraire. Par contre, les tares politiques consistent dans des atteintes au démocratisme, qui est parfaitement possible, du point de vue économique, « sur la base du régime existant », c'est-à-dire à l'époque du capitalisme, et qui se réalise sous ce régime, à titre exceptionnel, partiellement dans un État, partiellement dans un autre. Une fois de plus, l'auteur n'a pas compris les conditions générales qui rendent réalisable la démocratie en général !

Il en est de même au sujet du divorce. Rappelons au lecteur que Rosa Luxembourg fut la première à soulever cette question dans la discussion sur la question nationale. Elle a indiqué très justement qu'en défendant l'autonomie au sein de l'État (d'une région, d'un territoire, etc.), nous devons, en tant que social-démocrates centralistes, insister pour que les principales questions du ressort de l'État, au nombre desquelles figure la législation sur le divorce, soient réglées par le pouvoir de l'État, par le Parlement de l'État.

L'exemple du divorce montre clairement qu'on ne peut être démocrate et socialiste sans revendiquer dès à présent l'entière liberté du divorce, car l'absence de cette liberté constitue une super brimade à l'égard du sexe opprimé, de la femme,- bien qu'il ne soit vraiment pas difficile de comprendre qu'en reconnaissant à toutes les femmes la liberté de quitter leur mari, on ne les invite pas pour autant à le faire !

P. Kievski « réplique » « Que représenterait ce droit » (au divorce) « si, dans ces cas » (lorsque la femme veut quitter son mari), « la femme ne pouvait pas le réaliser? Ou si cette réalisation dépendait de la volonté de tierces personnes ou, pire encore, de la volonté de prétendants à la « main » de la femme en question ? Chercherions-nous à obtenir la proclamation d'un tel droit ? Non, bien sûr !

Cette objection atteste l'incompréhension la plus totale du rapport entre la démocratie en général et le capitalisme. Ce qui est habituel en régime capitaliste, non pas en tant que cas isolés, mais en tant que phénomène typique, ce sont des conditions qui rendent impossible aux classes opprimées la « réalisation » de leurs

droits démocratiques. Dans la majorité des cas, le droit au divorce demeure irréalisable en régime capitaliste, car le sexe opprimé y est économiquement écrasé, car la femme, en régime capitaliste, demeure, quel que soit le système de démocratie, une « esclave domestique », confinée dans la chambre à coucher, la chambre des enfants, la cuisine. Le droit d'élire « ses » juges populaires, « ses » fonctionnaires, « ses » instituteurs, « ses » jurés, etc., est également dans la majorité des cas irréalisable en régime capitaliste, du fait précisément de l'oppression économique qui pèse sur les ouvriers et les paysans. Même chose pour la république démocratique : notre programme la « proclame », en tant « qu'autocratie du peuple » bien que tous les social-démocrates sachent parfaitement que la république la plus démocratique, en régime capitaliste, ne mène qu'à la corruption des fonctionnaires par la bourgeoisie et à une alliance entre la Bourse et le gouvernement.

Seuls des gens absolument dépourvus de réflexions ou absolument ignorants du marxisme en tirent cette conclusion : ainsi donc, la république ne sert à rien, la liberté du divorce ne sert à rien, la démocratie ne sert à rien, la libre disposition des nations ne sert à rien ! Les marxistes, eux, savent que la démocratie n'élimine pas l'oppression de classe, mais rend seulement la lutte des classes plus claire, plus ample, plus ouverte, plus accusée ; c'est ce qu'il nous faut. Plus la liberté du divorce est complète, et plus il est évident pour la femme que la source de son « esclavage domestique » est le capitalisme, et non l'absence de droits. Plus le régime est démocratique, et plus il est évident pour les ouvriers que l'origine du mal est le capitalisme, et non l'absence de droits. Plus l'égalité en droits des nations est complète (elle n'est pas complète sans la liberté de séparation), et plus il est évident pour les ouvriers de la nation opprimée que tout tient au capitalisme, et non à l'absence de droits. Et ainsi de suite.

Répétons-le une fois de plus : on se sent gêné de rabâcher **l'abc** du marxisme, mais comment faire autrement, puisque P. Kievski ne le connaît pas ?

P. Kievski raisonne sur le divorce comme raisonnait - dans le Golos<sup>30</sup> de Paris, il m'en souvient - un des secrétaires pour l'étranger du C.O.<sup>31</sup> Semkovski. Il est vrai, disait-il, que la liberté du divorce n'est pas une invitation à toutes les femmes d'avoir à quitter leurs maris, mais si l'on vous démontre, madame, que tous les maris sont meilleurs que le vôtre, cela revient au même !

En raisonnant de la sorte, Semkovski a oublié que faire l'original, ce n'est pas violer ses devoirs de socialiste et de démocrate. Si Semkovski entreprenait de convaincre une femme que tous les maris sont meilleurs que le sien, personne ne considérerait cela comme une infraction aux devoirs de démocrate ; tout ce que l'on pourrait dire, c'est qu'il n'y a pas de grand parti sans grands originaux ! Mais si Semkovski s'avisait de défendre et de qualifier de démocrate un homme qui nierait la liberté du divorce, qui en appellerait, par exemple, à la justice ou à la police ou à l'Église contre son

---

<sup>30</sup> « Golos » [la Voix], quotidien mencheviko-trotskyiste, parut à Paris de septembre 1914 en janvier 1915 ; le Journal défendait une position centriste.- P. 80.

<sup>31</sup> C. O. (Comité d'organisation), centre dirigeant des mencheviks ; il se constitua en 1912 à la conférence d'août des mencheviks liquidateurs et de tous les groupes et courants antiparti.- P. 80.

épouse qui l'aurait quitté, nous sommes certains que même la majorité des collègues de Semkovski au secrétariat étranger, bien que ce soient de piètres socialistes, refuseraient de se solidariser avec lui. Semkovski et P. Kievski ont « bavardé » à propos du divorce, manifesté leur incompréhension sur ce point et éludé le fond de la question: comme tous les droits démocratiques sans exception, le droit au divorce est, en régime capitaliste, difficilement réalisable, conditionnel, limité, étriqué et formel, mais néanmoins aucun social-démocrate digne de ce nom ne considérera comme des socialistes, ni même comme des démocrates, ceux qui nient ce droit. Or, c'est là le fond de la question. Toute la « démocratie » consiste dans la proclamation et la réalisation de « droits », difficilement réalisables et d'une façon très conditionnelle en régime capitaliste ; mais sans cette proclamation, sans que la lutte pour les droits soit menée immédiatement et sans délai, sans que les masses soient éduquées dans l'esprit d'une telle lutte, le socialisme est impossible.

Ne, l'ayant pas compris, P. Kievski est également passé, dans son article, à côté de la question principale relative à son thème particulier : Celle de savoir comment nous abolirons, nous social-démocrates, l'oppression nationale. Il s'est borné à des phrases générales sur l'« effusion de sang » dans le monde entier, etc. (ce qui n'a absolument rien à voir avec la question). En fait, son argumentation se ramène à ceci : la révolution socialiste résoudra tout ! Ou, comme le disent parfois les partisans des conceptions de P. Kievski : en régime capitaliste, la libre disposition est impossible, en régime socialiste, elle est superflue.

C'est là une conception absurde du point de vue théorique, et chauvine du point de vue de la politique pratique. L'adopter, c'est ne rien comprendre à la signification de la démocratie. Le socialisme est impossible sans la démocratie dans les deux sens suivants :

**1)** le prolétariat ne peut pas accomplir la révolution socialiste s'il ne s'y prépare pas en luttant pour la démocratie ;

**(2)** le socialisme victorieux ne pourra pas maintenir sa victoire et conduire l'humanité vers le dépérissement de l'État sans réaliser complètement la démocratie. C'est pourquoi, lorsqu'on dit : la libre disposition est superflue en régime socialiste, on énonce la même absurdité, on tombe dans la même déplorable confusion que si l'on disait : en régime socialiste, la démocratie est superflue.

La libre disposition n'est pas plus impossible en régime capitaliste et tout aussi superflue en régime socialiste que la démocratie en général.

La révolution économique crée les prémisses indispensables à l'abolition de toutes les formes d'oppression politique. C'est pourquoi précisément il est illogique et erroné d'invoquer la -révolution économique alors que la question posée est celle de savoir comment anéantir l'oppression nationale. On ne peut l'anéantir sans révolution économique, C'est incontestable. Mais se contenter de cette affirmation c'est tomber dans un ridicule et lamentable « économisme impérialiste.

Il faut appliquer l'égalité en droits des nations ; proclamer, formuler et réaliser des « droits » égaux pour toutes les nations. Tout le monde est d'accord sur ce point, sauf peut-être P. Kievski. Mais ici, précisément, se pose la question que l'on élude : la négation du droit à posséder son propre État national n'est-elle pas la négation de l'égalité en droits ? Bien sûr que si. Et la démocratie conséquente, c'est-à-dire

socialiste, proclame, formule et réalisera ce droit, sans lequel les nations ne sauraient se rapprocher et fusionner complètement et de plein gré.

## 7. Conclusion. Les procédés d'Alexinski

Nous sommes loin d'avoir analysé tous les raisonnements de P. Kievski. Pour les examiner dans leur totalité, il aurait fallu écrire un article cinq fois plus long que celui-ci, car aucun de ses raisonnements n'est juste. Il n'y a de juste chez lui - à condition que les chiffres soient exacts qu'une note donnant des chiffres sur les banques. Tout le reste est une espèce de confusion inextricable, truffée de phrases dans le genre de : « enfoncer le pieu dans le corps palpitant », « non seulement nous jugerons les héros victorieux, mais nous les condamnerons à mourir et à disparaître », « le nouveau monde naîtra dans les convulsions les plus atroces », « ce n'est pas de chartes et de droits qu'il s'agira, ni de la proclamation de la liberté des peuples, mais de l'instauration de rapports véritablement libres, de la destruction de l'esclavage séculaire, de l'abolition de l'oppression sociale en général et de l'oppression nationale en particulier », etc., etc.

Ces phrases déguisent et expriment deux « choses » en premier lieu, elles sont basées sur l'« idée » de l'économisme impérialiste, caricature aussi monstrueuse du marxisme et incompréhension aussi totale du rapport entre le socialisme et la démocratie que l'était « l'économisme » de triste mémoire des années 1894 à 1902.

En second lieu, nous y voyons très clairement la répétition des procédés d'Alexinski, ce qui mérite qu'on s'y arrête en particulier, car P. Kievski a rédigé tout un paragraphe spécial de son article (chapitre II, paragraphe **e**) :

« *La situation spéciale des Juifs* ») en s'inspirant exclusivement de ces procédés.

Déjà au congrès de Londres de 1907 les bolcheviks se détournent d'Alexinski lorsque, en réponse à des arguments théoriques, il se posait en agitateur et lançait des phrases ronflantes, tout à fait en dehors du sujet, contre telle ou telle forme d'exploitation et d'oppression. « Voilà les vociférations qui commencent », disaient alors nos délégués. Et les « vociférations » n'ont pas porté bonheur à Alexinski.

Nous voyons P. Kievski pousser exactement les mêmes « *vociférations* ». Ne sachant que répondre aux questions et considérations théoriques soulevées dans les thèses, il se pose en agitateur et se met à lancer des phrases sur l'oppression des Juifs, bien qu'il soit évident pour tout homme tant soit peu doué de réflexions que ni la question des Juifs en général, ni toutes les « phrases » de P. Kievski n'ont absolument rien à voir avec le sujet.

Les procédés d'Alexinski ne porteront bonheur à personne.

Rédigé d'août à octobre 1916

Conforme au manuscrit

Publié pour la première fois en 1924, collationné avec une copie dans les N° 1 et 2 de la revue « Zvezda »

Dactylographiée et corrigée par Lénine

Signé : **V. Lénine**